

LE PATRIOTE

*Méfiez-vous
de l'homme
nu qui vous
propose
sa chemise.*

Hebdomadaire d'informations, d'analyses et d'opinions

200 Frs

15^e année

LES CHEFS D'ETAT DU CONGO ET DE L'ANGOLA CONDAMNENT LE COUP D'ETAT AU GABON

Le président angolais Joao Lourenço a effectué le 31 août 2023 une visite de travail à Oyo sur invitation de son homologue congolais Denis Sassou N'Gusso. A en croire la presse présidentielle, cette visite qui rentre dans le cadre des consultations régulières entre les deux chefs d'Etat est le signe de l'excellence des relations d'amitié et de coopération qui lient les deux pays et les deux peuples. Il a été salué à l'aéroport d'Ollombo par les corps constitués nationaux, des départements des Plateaux et de la Cuvette.

3



Afrique-Politique

LA VALSE DES COUPS D'ETAT ET LE SILENCE ASSOURDISSANT DES ÉLITES AFRICAINES



L'Afrique bouge. Le continent noir traverse une zone de turbulence sévère, caractérisée par la recrudescence des coups d'Etat militaires, constitutionnels et électoraux. Du Mali au Gabon, en passant par le Burkina Faso, la Guinée et le Niger, les régimes politiques tombent un à un, et les pays passent sous le contrôle des régimes d'exception dirigés par des militaires. Les condamnations fusent de partout : les Nations Unies, l'Union africaine, les organisations sous-régionales, les anciens pays colonisateurs et organisations de la société civile, donnent de la voix à ces changements politiques. Les élites intellectuelles elles, brillent par un silence assourdissant. Un silence que l'on ne saurait justifier.

4

BRICS

LA DÉDOLARISATION DES ÉCHANGES ET L'USAGE DES MONNAIES LOCALES POUR COMMERCER, RENVOYÉS AU PROCHAIN SOMMET

10

Sénat

LE PCT AYANT JOUÉ SA PARTITION EN GAGNANT LA MAJORITÉ, AU GOUVERNEMENT D'EN FAIRE BON USAGE

En effet, au sortir des sénatoriales du 20 août 2023, le Parti Congolais du Travail (PCT) a réussi à faire élire 52 sénateurs sur les 72 sièges que compte le Sénat congolais. Il est de très loin suivi par les indépendants qui totalisent en tout et pour tout 7 élus. L'Union panafricaine pour la démocratie sociale (UPADS), principale force de l'opposition parlementaire n'a obtenu qu'un seul élu ; tandis que l'Union des démocrates humanistes (UDH-Yuki) a mordu la poussière avec zéro sénateur, signant ainsi sa sortie de cette institution.

Grâce à sa majorité absolue, le Parti Congolais du Travail est assuré de garder la présidence du Sénat pour la législature à venir. Cependant, il reste à savoir si l'actuel président Pierre Ngolo pourrait succéder à lui-même. En plus des textes réglementaires régissant le Sénat qui le lui autorisent, l'opinion publique en général et en particulier ses collègues sénateurs, affirment en revanche que le président sortant a été à la hauteur de sa tâche et ce, dans les limites des pouvoirs dévolus à la chambre haute du Parlement congolais. Aussi, le PCT devra garder la deuxième vice-présidence actuellement occupée par le secrétaire chargé de l'organisation du PCT Gabriel Ondongo, en remplacement d'Alphonse Boudo-Nesa qui a été rappelé à Dieu.

Des sources proches du PCT, affirment que les sept indépendants seraient proches de cette

formation politique. A ce titre, ils pourraient avoir leur place au bureau du sénat où, des postes de responsabilités leur reviendraient de droit. Autant, pour l'Union panafricaine pour la démocratie sociale, parti de l'opposition dont la seule heureuse élue, Elisabeth Mapaha pourrait aussi faire partie des membres du bureau, au nom du respect de la représentativité des forces politiques en présence au sein du bureau de cette chambre du parlement. Les autres membres des formations politiques issues de la majorité présidentielle devraient également être promus à des postes de responsabilité dans les différentes commissions conformément aux accords qui les lient.

Si le Sénat sortant avait été unicolore en termes de générations en présence, cette fois-ci, la gouvernance intergénérationnelle est de mise. Aux côtés des vieux éléphants du PCT et autres inamovibles depuis



Un bureau de vote des sénatoriales 2023

des décennies, siégeront des « jeunes » sénateurs au nombre desquels, on peut citer entre autres, l'indépendante Andréa Sassou N'Guesso et l'ex député de Yaya, Valère Mbani le président du Congo en marche et Wilfrid Guy César Nguesso du Club 2002-PUR. De manière globale, la prochaine législature sera donc dominée par le PCT avec cinquante-deux sénateurs, suivi incontestablement par des indépendants qui se détermineront sous peu.

Fait rarissime au Congo, ces élections sénatoriales n'ont fait l'objet d'une quelconque contestation de la part de ceux qui n'ont pas été élus. Ce qui

donne à penser que les Congolais ont assimilé le principe de la démocratie qui se fonde sur la loi de la majorité. Le PCT s'est démarqué parce qu'il détenait 651 conseillers sur 1115 au plan national. Dans une déclaration de la direction politique, lue par son porte-parole Parfait Romuald Iloki, il ressort que ces élections sénatoriales se sont bien déroulées. Cette déclaration salue également le gouvernement pour le respect du calendrier électoral, l'organisation et la tenue réussie de ce scrutin. De même, Parfait Romuald Iloki félicite le collectif des conseillers pour la discipline observée pendant le scrutin ; remercie l'ensemble des élec-

teurs du PCT et de la majorité présidentielle pour avoir donné au président Denis Sassou N'Guesso, une majorité confortable avec 61 élus. En un mot, le PCT se réjouit de cette moisson qui conforte son ancrage au sein des couches populaires.

Cependant, à Brazzaville, l'on s'accorde à présenter Andréa Sassou N'Guesso comme la révélation de cette élection, tant la jeune dame s'en est tirée la tête haute parmi des vieux loups de la politique congolaise. Sa chance vient aussi de ce que, l'Union des démocrates humanistes qui avait une certaine envergure dans la capitale s'est enlisée dans des querelles intestines et de succession depuis la mort de son président. On se souvient que la fin de la campagne électorale, deux jours avant le scrutin, a été marquée par une bagarre généralisée au siège du parti entre des acteurs des deux tendances de l'UDH-Yuki.

Notons que les autres formations de la majorité présidentielle qui siégeront au sénat sont les suivantes : le RDPS avec trois sièges ; le MAR et le Club 2002-Pur avec deux élus chacun. Le RC, le MCDDI, LCM, l'ULDC et le PRL ont obtenu un siège chacun. L'opposition ne sera représentée à l'hémicycle du sénat que par l'UPADS n'ayant obtenu qu'un siège à Dolisie.

Des sources proches du Sénat indiquent que la mise en place du bureau de la prochaine législature aura lieu le 13 septembre 2023.

Ernest Otsouanga

ÉLECTION SÉNATORIALE : SCRUTIN DU 20 AOÛT 2023

MESSAGE DE REMERCIEMENTS DU VÉNÉRABLE ANDRÉ MASSAMBA

A l'occasion de sa brillante élection aux sénatoriales du 20 août 2023, le Vénérable André Massamba, remercie de tout cœur tous les grands électeurs du département du Pool, qui ont décidé de le reconduire à l'hémicycle par le vote.

Il exprime par la même occasion, toute sa gratitude envers le Président du Comité Central du Parti Congolais du Travail, le Camarade Denis Sassou N'Guesso, pour le déroulement dans la paix de cette échéance électorale.

Il exprime également sa reconnaissance au Secrétaire Général du parti, le Camarade Pierre Moussa, pour le respect des consignes données et la cohésion constatée dans les rangs du parti, qui ont permis aux candidats du parti dans tous les départements, de remporter avec brio cette élection majeure.

Fait à Kinkala, le 22 août 2023

Vénérable

André Massamba



LES CHEFS D'ETAT DU CONGO ET DE L'ANGOLA CONDAMNENT LE COUP D'ETAT AU GABON

Le président angolais Joao Lourenço a effectué le 31 août 2023 une visite de travail à Oyo sur invitation de son homologue congolais Denis Sassou N'Guesso. A en croire la presse présidentielle, cette visite qui rentre dans le cadre des consultations régulières entre les deux chefs d'Etat est le signe de l'excellence des relations d'amitié et de coopération qui lient les deux pays et les deux peuples. Il a été salué à l'aéroport d'Ollombo par les corps constitués nationaux, des départements des Plateaux et de la Cuvette.

Cette visite qui intervient un jour après le coup d'Etat survenu au Gabon, a permis aux deux présidents, Denis Sassou N'Guesso et Joao Lourenço de l'apprécier sans fioriture. Ils ont condamné avec force la prise du pouvoir par la force et ont appelé au respect de l'intégrité physique du président Ali Bongo Ondimba, celle de sa famille et de ses proches ainsi que celle des autorités assumant les hautes fonctions au niveau des institutions de la République. Les présidents Denis Sassou N'Guesso et Joao Lourenço ont exhorté tous les acteurs politiques à privilégier la voix politique pour préserver la paix, l'unité et la sécurité.

mocratique du Congo, le Gabon et la Guinée Equatoriale. Cette réunion sera destinée à doter l'organisation d'un leadership afin d'éviter un vide juridique et d'assurer la continuité de ses activités eu égard aux événements survenus en République gabonaise. Au terme de cette entrée en matière qui s'est imposée à eux, les deux présidents ont passé en revue les questions d'intérêt bilatéral. A ce sujet, les présidents Denis Sassou N'Guesso et Joao Lourenço ont souligné l'excellence des relations d'amitié et de coopération qui existent entre le Congo et l'Angola. Des relations historiques qui n'ont jamais pris le moindre ride.



Parfaite entente entre sur les présidents Joao Lourenço et Denis Sassou N'Guesso

Après cet échange très fructueux, le président angolais a regagné son pays la même journée, en début de soirée. Autre temps, autre mœurs, la situation qui prévaut au Gabon a fait également l'objet d'une réunion des pays membres de la CEEAC, le 31 août 2023 par visioconférence. En effet, sur convocation du président Théodoro Obiang Nguema Mbasogo, vice-président de la CEAC, les chefs d'Etat et

de gouvernement de cette communauté ont tenu leur troisième session extraordinaire du Conseil de paix et de sécurité. Cinq chefs d'Etat y ont pris part, en l'occurrence Denis Sassou N'Guesso (Congo), Faustin Archange Touadéra (RCA), Joao Lourenço (Angola), Mahamat Idriss Déby Itho (Tchad) et Theodoro Obiang Nguema Mbasogo (Guinée Equatoriale).

chefs d'Etat ont condamné vertement le recours à la force comme voie de résolution des conflits politiques et d'accès au pouvoir. Mettant à profit cette réunion, les chefs d'Etat des pays membres de la CEEAC ont unanimement désigné le président centrafricain Faustin Archange Touadéra en qualité de facilitateur au Gabon.

Alexandre Ôgnègnè



Les deux présidents sur le tarmac d'Ollombo

Profitant de cette rencontre, les deux présidents ont convenu de convoquer une réunion extraordinaire de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique Centrale (CEEAC) qui regroupe l'Angola, le Burundi, le Cameroun, la République centrafricaine, la République du Congo, la République Dé-

Dans la perspective de maintenir ce cap, les deux chefs d'Etat ont pris l'engagement de se consulter aussi régulièrement que possible. Ces consultations porteront aussi bien sur des questions d'intérêt commun que celles liées à la préservation de la paix dans la sous région.

LA PARABOLE DE L'ÉLÉPHANT

MESSAGE DES VÉGÉTAUX À L'ÉLÉPHANT

Comment vivre en harmonie avec la nature et toutes les autres créatures, afin que nos différences deviennent des richesses à partager pour un monde d'amour et de tolérance ? La réponse à cette question est venue de la forêt, à travers un message émis par les arbres, les lianes et autres végétaux. Mon grand-père m'a dit que « dans la forêt, toutes ces catégories se parlent entre elles. En effet, les arbres et les lianes se côtoient, se serrent, s'aiment, s'entrelacent... Ils se réchauffent et écoutent depuis toujours les légendes du passé. Ils entendent tout particulièrement ce que les animaux et les humains disent quand ils sont aux alentours. Leurs paroles, leurs pensées, leurs réflexions remontent vers la cime de leurs branches et comme des milliers d'étoiles, elles s'évadent vers le haut des cieux... La restitution de ce message évocateur m'a été faite par le vieux sage. Il est ainsi libellé : Au grand éléphant, nous disons, quand tu es debout à nos pieds, sur nos racines, cela nous apporte réconfort et nous relie davantage à toi, parce que nous savons que tu es une grande âme. Ta simple présence est comme une sève pleine d'amour qui nous parcourt et remonte à chacune de nos extrémités, à nos branches connectées à l'univers, à l'autre monde où notre âme-sœur nous attend dans cet ailleurs lumineux. Il est important de savoir que tu es parmi les rares créatures de la nature qui sont

affectueusement affiliées à nous. Chaque arbre, arbuste, herbe et fleur te ressent à chacun de tes passages. Il y a, à ce moment là, toute une énergie temporelle qui allume nos circuits biologiques et toute cette vie qui brille grâce à ce contact. C'est à cet instant que nous, les arbres, reprenons la force pour continuer notre cheminement sacré et mystérieux. Depuis le tout début des temps, ta présence nous a raconté des histoires, des légendes et des mystères d'ici et d'ailleurs. Nous chuchotons, transmettons, communiquons à ceux qui n'ont pas de relation étroite avec le monde, tout ce que tu nous suggères en silence. Tu es notre compagnon de tous les temps. Tu es le seul à reconnaître que nous sommes aussi des coffres, des trésors pour tous les autres animaux qui aiment cacher leurs provisions en nous, avant de les récupérer plus tard. Grand éléphant, tu as tant contribué à notre régénérescence. Nous ne cesserons de relayer tes vœux aux autres créatures, au grand bonheur de la forêt toute entière... »

Pour mon grand-père, ces paroles sont un grand témoignage du rôle de cet animal dans le processus de régénération de la flore. Et de conclure : « à l'opposé des humains, les arbres sont extrêmement reconnaissants ».

Jules Débel

Afrique-Politique

LA VALSE DES COUPS D'ETAT ET LE SILENCE ASSOUDIANT DES ÉLITES AFRICAINES

L'Afrique bouge. Le continent noir traverse une zone de turbulence sévère, caractérisée par la recrudescence des coups d'Etat militaires, constitutionnels et électoraux. Du Mali au Gabon, en passant par le Burkina Faso, la Guinée et le Niger, les régimes politiques tombent un à un, et les pays passent sous le contrôle des régimes d'exception dirigés par des militaires. Les condamnations fusent de partout : les Nations Unies, l'Union africaine, les organisations sous-régionales, les anciens pays colonisateurs et organisations de la société civile, donnent de la voix à ces changements politiques. Les élites intellectuelles elles, brillent par un silence assourdissant. Un silence que l'on ne saurait justifier.



Le colonel Assimi Goïta (Mali)



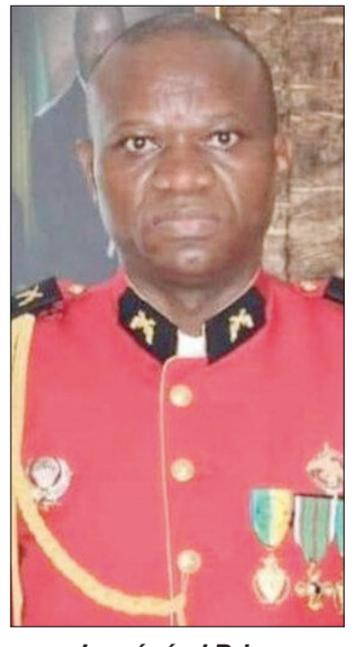
Le capitaine Ibrahim Traoré, (Burkina Faso)



Le colonel Mamady Doumbouya (Guinée)



Le général Abdourahmane Tchiani (Niger)



Le général Brice Clotaire Oligui Nguema (Gabon)

Que cache ce silence ahurissant des élites intellectuelles, à un moment où elles devraient jouer pleinement leur rôle d'éveil et d'éclaireur ? A propos du débat en cours, relatif à la résurgence des coups en Afrique, l'action des élites et intellectuels est attendue sur deux aspects majeurs, notamment : le décryptage de ces putschs (causes profondes et conséquences sur le développement de l'Afrique) et l'ambivalence affichée par certaines puissances, ainsi que la communauté internationale.

Il se trouve que ces élites ont préféré laisser le champ libre aux politiciens, aux manipulateurs internes et externes, et aux militaires qui, dans un jeu de tiroir, pratiquent allègrement leur démocratie à géométrie variable. Ainsi, les différents coups d'état sont gérés avec beaucoup de partialité, en tenant compte de la tête du client. Sinon comment comprendre leurs attitudes changeantes d'un putsch à un autre ? Si par principe, un coup d'état est anti-démocratique, cela doit être compris par tous. Ainsi unanimement, sans préférence, tout changement de régime en dehors des élections libres, transparentes et inclusives est condamnable.

Si au Niger, Mohamed Bazoum est soutenu presque à 100% par les puissances occidentales, en Guinée, Alpha Condé et au

Gabon, Ali Bongo n'ont droit à aucun égard. Ils sont lâchés comme s'ils n'étaient pas arrivés au pouvoir à la suite des élections. En conséquence, Ibrahim Traoré (Burkina Faso), Assimi Goïta (Mali), Abdourahmane Tchiani (Niger) et Mamadi Doumbouya ne sont vécus que comme des usurpateurs, des trouble-fête. Pendant ce temps, le Général Brice Oligui Nguéma (Gabon) est adoubé par les fervents défenseurs de la démocratie. Des circonstances atténuantes lui sont accordées, pour essayer de camoufler cette incohérence qui traduit aisément cette politique de deux poids, deux mesures. Le cas du Tchad étant le point culminant de l'ignominie. Ce qui de fait, plonge l'opinion africaine dans une perplexité à n'en point finir : « y aurait-il de bons et de mauvais coups d'état ? » Ne cesse-t-on de s'interroger.

C'est sur ce terrain que les élites du continent sont attendues, pour éclairer la lanterne des africains et éviter de laisser l'Afrique continuellement aux mains des prédateurs qui n'agissent qu'au gré de leurs intérêts du moment.

Pourquoi cette démission des élites africaines ?

Au sein d'un groupe ou d'une communauté, l'élite est l'ensemble des individus consi-

dérés comme les meilleurs, les plus dignes et les plus remarquables par leurs qualités. Il ressort qu'à l'accession des Etats africains à l'indépendance, le continent noir ne comptait qu'un petit nombre d'universitaires. Mais, ceux-ci ont bien joué leurs partitions, en termes d'éveil des consciences, pour l'émancipation des africains et de la lutte pour la souveraineté de l'Afrique.

Après plus de soixante ans d'indépendance, on peut s'interroger objectivement sur le rôle joué par les nouvelles élites, notamment à propos de la promotion du développement socioéconomique du continent, face aux anciennes puissances coloniales, qui ne désarment pas ? Le constat montre que, sans organisation de l'intelligence, l'Afrique demeure un continent manipulé de l'extérieur et trainé dans la boue. Ses élites ont adopté des comportements et attitudes irresponsables, pour mieux servir leurs intérêts égoïstes au détriment de l'intérêt général. Certes, de nombreux facteurs exogènes freinent ou retardent le développement de l'Afrique, il est aussi vrai que l'apathie de ses élites n'est guère favorable à son épanouissement. Par leur attitude démissionnaire, ces élites ne font qu'engraisser la pauvreté, les injustices, les inégalités, le chômage, la malgouvernance et le néocolonialisme... Des guerres pour le

contrôle des ressources naturelles sont créées çà et là, sous la barbe des élites réduites au silence. Ces guerres n'ont pour but que d'empêcher la réflexion et le travail productif. Il en résulte que le développement socioéconomique et la souveraineté du continent africain sont largement compromis ; ce encore pour longtemps, si l'on n'y prend garde. En effet, les élites africaines ont comme rendu leurs tabliers. Elles ont démissionné de leur mission d'éclaireur et d'éveil de consciences. Certains intellectuels sont même accusés de s'être rendus complices de

mauvaises stratégies politiques qui ont plongé les Etats africains dans l'abîme. Nombreux essaient de donner timidement de la voix aux débats en cours. D'autres ont choisi la résignation. Ces différentes postures ne sont ni plus ni moins que la conspiration du silence. Car, comme cela s'entend, « le mal triomphe par l'inaction des gens de bien ». Est-il besoin de rappeler que les traits définitoires de l'élite ou de l'intellectuel, c'est son refus du silence face à l'inacceptable ?

Jules Débel

NUMÉROS UTILES

(urgences)

Police secours :	117
Sapeurs pompiers :	118 / 05 589 56 56
CHU-B Ambulances :	22 282 61 59
Hôpital de Mfilou :	05 615 26 67
Hôpital Central des Armées P.Mobengo :	06 654 91 32
Pompes funèbres de Pointe-Noire :	05 573 32 15
Pompes funèbres municipales de Brazzaville :	06 662 53 00
E ² C :	42.42.
CORAF :	06 654 06 62 / 63
Radio Congo :	05 582 32 73
Commissariat de Police de Moukoundzi-Ngouaka :	06 624 57 93
Commissariat de Police de Ouenzé 1 :	22 400 01 25
Commissariat de Police de la Coupole :	22 400 02 21
Commissariat de Police Itsali :	06 840 14 13
Commissariat de Police Plateau des 15 ans :	22 400 01 93

Descente parlementaire

LE DÉPUTÉ RICK GÉRARD BOKILO ÉDIFIE SES MANDANTS SUR LA 3^{ème} SESSION ET SES PERSPECTIVES

En effet, sur les 31 affaires inscrites à l'ordre du jour de la troisième session ordinaire de l'assemblée nationale tenue du 2 juin au 13 août 2023, 12 seulement ont été examinées et adoptées. Les 19 autres sont annexées au menu de la prochaine session. Ce rappel vient d'être fait aux populations de la première circonscription de Poto-Poto par le député Rick Gérard Bokilo, à la faveur de la descente parlementaire qu'il vient récemment d'effectuer dans la dite circonscription. Profitant de ces instants, il a évoqué entre autres points, ceux relatifs au bien-être communautaire ainsi que les multiples projets d'intérêt général initiés par le député pour un avenir plus sûr.



Rick Gérard Bokilo rendant compte des conclusions de 3^{ème} session de l'Assemblée nationale

Pendant les 70 jours de la troisième session ordinaire de la quinzième législature, les députés ont examiné puis adopté plusieurs lois ; donné des avis et émis des recommandations sur d'autres. A en croire le député Rick Gérard Bokilo, pendant le débat d'orientation budgétaire, les parlementaires et les membres du gouvernement ont discuté des priorités de l'année 2024. Au cours de la même session, les députés ont adopté la loi organique portant attribution, organisation et fonctionnement de la Cour des comptes et de discipline budgétaire qui réaménage radicalement son statut, sa posture et sa place dans le microcosme de bonne gouvernance publique. Ils ont aussi examiné et adopté le Fonds d'impulsion, de garantie et d'accompagnement (FIGA) des très petites, petites et moyennes entreprises et de l'artisanat qui a changé de régime et de statut juridique. Poursuivant ses échanges avec ses mandants, le député Rick Gérard Bokilo leur a expliqué les enjeux que recèle la nouveauté apportée à la loi portant transformation de cet établissement public administratif (EPA) en un établissement public industriel et commercial (EPIC). La mise en œuvre de ses activités ayant révélé des faiblesses et des incohérences inhérentes à son statut d'établissement

public administratif, il était donc nécessaire de procéder aux amendements des textes organiques de cette structure. Il a indiqué en outre que « la difficulté d'avoir des comptes dans les banques ; l'incompatibilité de ce statut avec la mobilisation ou la levée des fonds auprès des partenaires financiers nationaux pour renforcer le fonds initial bilatéral ; l'octroi des garanties aux très petites, petites et moyennes entreprises et autres promoteurs de projets, adossées aux banques et microfinances, qui génèrent des commissions ainsi que des placements qui induisent des intérêts ; la mise en place des fonds servant à supporter les garanties accordées et la comptabilité publique qui leur est applicable ». Dans la même veine, le député Rick Gérard Bokilo a renchéri : « certaines activités de l'impulsion, notamment l'acquisition des équipements et matériels divers ; les cautions de marchés, la contractualisation avec les structures d'appui non financier et de l'accompagnement comme l'assistance juridique, comptable ainsi que commerciale qui génèrent des commissions n'arriment pas avec le statut d'établissement public administratif ». L'auditoire a compris le bienfondé de la métamorphose du FIGA qui est de rassurer les partenaires financiers, de la banque, de la microfinance et des organismes internationaux. Cette

nouvelle configuration administrative et juridique du FIGA porte essentiellement sur son mode de fonctionnement et d'organisation qui s'assimilera désormais à celui d'une structure de droit privé. Mais au-delà de ces préoccupations d'ordre national, le député et ses mandants ont pris plus de temps à débattre de l'avenir des quartiers 31 et 32 qui sont les deux composantes essentielles de la première circonscription électorale du troisième arrondissement de Brazzaville. Le public a salué tous les projets initiés par ce dernier dont l'éclairage public, sa politique de proximité sociale notamment l'aide aux plus démunis et aux malades ou à ceux ayant perdu un être cher ainsi que la promotion des activités à haute intensité de main d'œuvre pour la jeunesse. Toutefois, il a promis achever les projets initiés par ses soins à l'instar de ceux sur l'électrification publique pour sécuriser davantage le quartier contre les bébés noirs et les kuluna, l'élargissement de l'aide sociale en travaillant avec les associations et mutuelles spécialisées. Ses mandants ont également demandé et obtenu des explications sur la situation actuelle de la société Averda qui a la mission de débarrasser Brazzaville des ordures qui jonchent ses principales artères.

Ernest Otsouanga

Pool

LE PROGRAMME DDR POURSUIT SON PETIT BONHOMME DE CHEMIN

Annoncé pour juin dernier à Kinkala dans la foulée des manifestations commémoratives de la journée nationale de la réconciliation, le lancement officiel du programme démobilisation, désarmement et réintégration (DDR) des ex-combattants se fait toujours attendre. Conscient du retard que prend ce programme, le Haut-commissariat, les partenaires techniques et financiers, Euloge Landry Kolélas ainsi que les autres parties prenantes viennent d'acter le plan de travail semestriel. Le but est de jeter les bases du lancement en fin d'année du DDR tant attendu.

La signature le 28 août 2023 du plan conjoint de travail entre le Haut-commissariat à la réinsertion des ex-combattants et le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) ainsi que la réunion de prise de contact du comité technique sont autant d'indices qui montrent que le DDR est toujours dans les tuyaux. Des actes qui sont posés en vue du lancement officiel des activités du programme Démobilisation-Désarmement-Réinsertion des ex-combattants. A en croire le Haut Commissaire Euloge Landry Kolélas, parmi les activités phares prévues

dans l'effectivité du programme démobilisation-désarmement-réinsertion ».

De la présentation du plan de travail semestriel conjoint Haut-commissariat-PNUD et de l'ossature du comité technique par Théo Joseph Senga, le conseiller à la réinsertion socioéconomique du haut-commissaire, il ressort que le lancement du programme DDR dans le Pool aura lieu à Kinkala avant la fin de cette année. De nombreuses activités préparatoires sont prévues, à l'instar de l'élaboration de la feuille de route du programme et de la restitution ; la mise en place d'un système



Des ex combattants attendent le DDR

à cet effet, figurent la campagne de sensibilisation, l'atelier d'imprégnation et la réunion du comité technique. Le Congo et le PNUD s'accordent à dire que certaines

fonctionnel ; les réunions hebdomadaires de l'équipe technique ; l'évaluation des besoins en formation et fonctionnement du haut-commissariat ; la revue documentaire ; l'élaboration



Des ex combattants s'informent sur le DDR dans Le Patriote

activités du DDR prévues entre juillet et décembre 2022 ont été réalisées, d'autres sont en cours de réalisation ou vont commencer sous peu. La signature de ce plan de travail conjoint, constituée pour Adama Dian Barry, la représentante du PNUD au Congo : « un pas de franchi

des termes de références des différentes activités ; la tenue des réunions statutaires du comité technique ; formation du personnel ; voyages d'études dans certains pays pour s'inspirer de leur expérience relative au DDR.

Marlène Samba

Sous le drapeau de l'indépendance

LES 75 ANNÉES DE L'HISTOIRE DE LA RÉPUBLIQUE POPULAIRE DÉMOCRATIQUE DE CORÉE(RPDC) SONT, PEUT-ON AFFIRMER, L'HISTOIRE DE L'INDÉPENDANCE.

KIM IL SUNG (1912-1994), père de la RPDC, a élaboré les idées du Juche, a ouvert l'ère Juche, nouvelle ère du développement de l'histoire de l'humanité, en portant bien haut le drapeau de l'indépendance.

Au lendemain de la Libération (le 15 août 1945) de la Corée, les Coréens ne savaient que et comment faire dans l'immédiat et quelle voie suivre. Des « révolutionnaires » de tout acabit firent leur apparition, exposèrent leurs opinions au sujet de la voie à suivre par la Corée libérée. Leurs opinions étaient fondées toutes sur la servilité envers les grandes puissances et l'esprit de dépendance vis-à-vis des étrangers.

KIM IL SUNG insistait toujours sur la nécessité pour les Coréens d'édifier une patrie nouvelle par eux-mêmes tout comme ils avaient mené par leurs propres moyens la révolution contre l'occupant japonais et pour la libération du pays. Il s'agissait de sa conviction et de sa volonté inébranlables.

Dans son discours prononcé le 20 août 1945 devant les cadres militaires et politiques « *Sur l'édification du Parti, de l'Etat et des forces armées dans la patrie libérée* », il a insisté solennellement sur la nécessité pour le peuple coréen d'édifier par ses propres moyens un Etat souverain, indépendant, riche et puissant.

Inébranlable dans sa conviction d'indépendance, il a résolu tous les problèmes posés par l'édification d'une patrie nouvelle en conformité avec les impératifs de la révolution coréenne, les intérêts du peuple coréen et la réalité de la Corée et à la coréenne, et a mené à bonne fin l'œuvre d'édification du Parti, de l'Etat et de l'armée.

Il est arrivé une fois aux diplomates d'un autre pays de s'opposer aux politiques du Parti du travail de Corée(PTC) en matière de nationalisation des industries, de réforme monétaire et d'édification des forces armées régulières, en les considérant comme peu convenables.

KIM IL SUNG leur a répliqué : « *Nous nous devons de régler tous les problèmes posés par l'édification d'un Etat souverain et indépendant suivant nos propres décisions, par nos propres moyens en élaborant toutes nos politiques en conformité avec la réalité de notre pays et les exigences de notre peuple. C'est notre position uniquement juste à*



adopter pour l'édification d'un Etat souverain et indépendant. Notre devoir est de mener à bonne fin l'édification de l'Etat souverain et indépendant par nos propres moyens avec une ferme confiance en la victoire. »

Peu après le cessez-le-feu, les chauvinistes des grandes puissances, en critiquant la principale ligne de conduite du PTC pour l'édification d'une économie socialiste qui consistait à développer simultanément l'industrie lourde, l'industrie légère et l'agriculture en accordant la priorité à cette première, cherchaient à imposer à notre pays une demande inamissible, mais **KIM IL SUNG** l'a rejeté catégoriquement.

Il y a des dizaines d'années, en passant à plusieurs reprises son temps auprès des ouvriers des constructions mécaniques, il a appelé les ouvriers et techniciens à construire les machines agricoles avec audace par eux-mêmes en disant : « *Si nous*

effectuons la mécanisation de l'économie rurale avec des tracteurs et camions importés dont nous aurons besoin, cela prendrait plus de dix années ; pour comble de malheur, nous ne pourrions nous permettre d'importer toujours les machines en provenance d'autres pays. »

Les ouvriers coréens, en faisant preuve de l'esprit de confiance en soi et de l'esprit d'endurance, a réussi à construire le prototype de tracteur « Chollima » au bout d'un peu plus de 30 jours d'efforts, et celui de camion « Sungri-58 » au bout de 40 jours. Son puissant potentiel militaire qui, ces 75 dernières années, a sûrement garanti sa dignité et son honneur, la RPDC le doit à **KIM IL SUNG**, auteur d'une ligne d'autodéfense. Certains des Etats qui construisaient le socialisme, ont négligé de renforcer leur puissance défensive en comptant sur celle des grandes puissances. Cependant, le Président **KIM IL SUNG**, en portant bien haut le drapeau du renforcement

de la puissance auto-défensive du pays, a infligé des coups mortels aux impérialistes qui tentaient de nuire à la dignité de la RPDC en lui lançant des provocations.

Lors de son audience avec une délégation parlementaire étrangère, après l'avoir avisée de l'état d'édification du socialisme en RPDC, il s'est souvenu avec fierté de ce que le peuple coréen avait observé le principe d'autodéfense en matière de sécurité nationale et l'avait appliqué invariablement : en disant : « *Puisque nous avons suivi toujours la ligne d'autodéfense et avons porté de gros efforts sur la défense du pays, nous avons su briser catégoriquement les menaces et le chantage de nos ennemis.* »

Le principe d'indépendance que **KIM IL SUNG** a observé et concrétisé de toute sa vie a été le credo révolutionnaire de **KIM JONG IL** (1942-2011), Président du Comité de la défense nationale, son mode de révolution et sa pratique révolutionnaire.

Auteur des fameux mots d'ordre : « *Tout, l'idéologie, la technique et la culture selon les exigences du Juche!* », « *Vivons selon nos convictions !* », **KIM JONG IL** a toujours conduit la révolution coréenne sur la voie de l'indépendance.

Si, au siècle dernier, les régimes socialistes des pays d'Europe de l'Est ont chuté coup sur coup, c'est qu'ils n'avaient pas observé le principe d'indépendance en politique.

L'histoire des victoires de la RPDC qui a toujours porté le drapeau d'indépendance, se poursuit toujours invariablement sous la direction de son Dirigeant suprême **KIM JONG UN**, nouveau éminent grand homme.

Les victoires successives de la RPDC qui font trembler le monde, sont de précieux fruits de la ligne révolutionnaire d'indépendance du PTC et des grondements excitants de canons annonçant la victoire.

Sous la direction de son Dirigeant suprême **KIM JONG UN**, qui, en portant bien haut le drapeau de l'indépendance, fait toujours briller la dignité et le dynamisme de la Corée Juche au monde entier, la RPDC restera toujours la citadelle de l'indépendance, une prestigieuse puissance invincible en répandant sa lumière de plus en plus éclatante. □

Hydrocarbures

LA SNPC AUGURE DES LENDEMAINS QUI CHANTENT ET DONNENT DE L'ESPOIR À L'ETAT

La Société Nationale des Pétroles du Congo (SNPC) ne fait que marquer les points dans sa marche vers le progrès. Les réformes engagées par le directeur général Maixent Raoul Ominga via l'ambitieux programme « performance 2025 » produisent déjà leurs effets, à la grande satisfaction de son unique actionnaire qu'est l'Etat. Le récent tableau de bord présenté par le directeur général l'atteste suffisamment. Il affiche une nette réduction de la dette, une augmentation du chiffre d'affaires et des bénéfices.

ont bien voulu mener à bien cette mission dans un esprit patriotique». A en croire Maixent Raoul Ominga, la SNPC continuera d'œuvrer avec maestria, pour lui permettre de se doter des équipements performants afin qu'elle joue pleinement son rôle de société opératrice. C'est dans cet élan que la SNPC « a signé le 16 juillet 2023 à Alger avec la Sonatrach, un protocole d'entente pour le partenariat, en matière de recherche, de production, de transport, de la transformation et de la commercialisation des hydrocarbures ». Ce protocole vise entre autres : l'augmentation des revenus ; la maîtrise des coûts ; la contribution à l'action gouvernementale et le renforcement de la gouvernance. De même, ce programme définit des objectifs à atteindre et décline des actions à réaliser, en vue d'accélérer la croissance du groupe à travers une amélioration continue de ses performances.

Ces éléments tangibles qui montrent bien que l'espoir est permis et renforcent l'optimisme du directeur général de la SNPC quant à l'avenir de l'entreprise. Il se dit « convaincu que ce programme permettra de faire de la SNPC, un groupe mieux intégré dans le secteur de l'énergie ; un groupe responsable, vis-à-vis de son actionnaire, de ses clients, de ses partenaires, de ses collaborateurs et de la communauté nationale. Une société appréciée pour ses bons résultats, confirmant ainsi la notion de compétence de son capital humain par la mise en œuvre de son master plan formation ».

Le combat pour des ressources humaines de qualité a été remporté en 2022, par la mise en formation de 529 agents. A la date du 30 juin dernier, la SNPC avait déjà mis en formation 446 agents, au titre de l'année en cours. En perspective la SNPC entend construire un lycée d'enseignement général à Oyo et un complexe scolaire à Tchiminzi dans le Kouilou. Elle entrevoit la réhabilitation du collège d'Odziba et la participation à la réalisation du projet d'afforestation Eco-Zamba. Pour tout dire, le directeur général de la SNPC a invité ses collaborateurs à plus d'ardeur au travail pour tenir toutes les promesses. Peu avant de conclure son propos, il a annoncé l'organisation en octobre prochain par la SNPC, du 5ème forum des présidents directeurs généraux des sociétés nationales des hydrocarbures des pays membres de l'Organisation africaine des producteurs de pétrole (Appo).

Marlène Samba



Au milieu, le Directeur Général de la SNPC

« Le chiffre d'affaires de la SNPC a progressé » grâce notamment, aux réformes qu'elle s'est imposée dans le cadre du programme performance 2025». C'est grosso modo, ce que vient de déclarer le directeur général de cette entreprise Maixent Raoul Ominga dans une communication sur la situation générale de cette société nationale de production, commercialisation, transport et de recherche pétrolière nationale. Rappelons que cette communication qui s'inscrivait

dans le cadre de la célébration des 63 ans de l'indépendance de la République du Congo est la matérialisation du devoir de transparence, de redevabilité et de traçabilité devant guider désormais les prestations de la SNPC.

Sur le plan de la comptabilité, le directeur général de la SNPC a rassuré les Congolais et l'Etat sur les lendemains de cette entreprise en ces termes : « le chiffre d'affaires de la SNPC a progressé de 31 % entre 2021 et 2022. Il est passé de 1 107 à

1 596 millions de dollars américains. La société a ainsi réalisé, au titre de l'exercice 2022, un bénéfice net de 111 millions de dollars. Ce qui nous a permis de payer à l'Etat un dividende sans égal, de 44 millions de dollars. Parallèlement, sur la même période, l'endettement de la SNPC a baissé de 232 millions, s'établissant à 652 millions de dollars contre 884 millions de dollars. A la mi-exercice 2023, plus précisément au 30 juin, le chiffre d'affaires de la société a été de 651

millions de dollars, indiquant ainsi le résultat provisoire de 180 millions de dollars ».

Ces avancées au plan financier sont consolidées par une situation opérationnelle digne de confiance. Aussi, signale-t-il, « afin d'accroître le niveau d'investissement lié à nos capacités et ressources, un effort sans précédent a été réalisé pour l'acquisition d'équipements de forage et de complétion. Cette action a été rendue possible grâce à l'implication des collègues qui



OUVERTURE DES LIGNES
ETOUMBI - KELLE & ETOUMBI - MBOMO!!
après une interruption momentanée de la ligne
Etoumbi - Kelle, votre transporteur vous annonce sa relance et l'ouverture du tronçon Etoumbi - Mbomo

Désormais
voyagez
JUSQU'À
MBOMO!!

Brazzaville
ETOUMBI - KELLE
tous les

MARDIS

SAMEDIS



Brazzaville
ETOUMBI - MBOMO
tous les

JEUDIS

www.oceandunord.com
contact@oceandunord.com

Phones: 05 728 88 33/ 06 587 44 60
Direction Brazzaville: 01, rue Ango av de la tsiémé Mikalou.

Elevage bovin

LANCEMENT DE LA CAMPAGNE DE VACCINATION CONTRE LA PÉRI-PNEUMONIE ET LA DERMATOSE NODULAIRE

Le coup d'envoi y afférent vient d'être donné à Okouessé, dans le district de Boundji par Paul Valentin Ngobo, ministre de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche. Cette vaccination consiste à immuniser le cheptel congolais contre la péripneumonie contagieuse bovine et la dermatose nodulaire contagieuse bovine. Ces pathologies bovines sont certes fatales, mais évitables par la vaccination. C'est pourquoi, cette initiative vaut tout son pesant d'or.

Cette campagne d'immunisation vise tout le cheptel bovin national. Elle a été récemment initiée par le ministre en charge de l'élevage Paul Valentin Ngobo, pour lutter contre la péripneumonie contagieuse bovine et la dermatose nodulaire contagieuse bovine. En prévision de ces pathologies, le gouvernement s'est engagé dans une série d'actions dont la vaccination, pour réduire à la fois les importations de la viande bovine, la dépendance et l'insécurité alimentaire. Pour un meilleur accomplissement de la campagne dans le district de Boundji, le sous-préfet Gildas Habib Obambi promet qu'il veillera personnellement à la bonne exécution de cette campagne.

Cette séquence de vaccination intervient à un moment où des bœufs, des vaches, des taureaux et des veaux font de fortes fièvres dans les douze départements du Congo et présentent des nodules cutanés et des œdèmes qui sont des symptômes des pathologies ci-dessus citées. Un appel a été lancé en direction des éleveurs actifs du Congo par le ministre



Le cheptel du Congo hors du danger

de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche Paul Valentin Ngobo. « La campagne nationale de vaccination contre la péripneumonie contagieuse bovine et la dermatose nodulaire contagieuse bovine est une étape cruciale dans notre combat contre ces pathologies. Elle témoigne notre détermination à préserver la santé de notre cheptel bovin et à garantir la sécurité alimentaire de notre

pays. Les éleveurs, en première ligne de notre bataille, jouent un rôle essentiel. Leur coopération et leur engagement sont indispensables pour le succès de cette entreprise », a déclaré le ministre de l'élevage à l'attention des éleveurs du Congo. Comme en août 2021, 10.562 têtes de bétail recensées dans les 13 élevages de la Cuvette et la Cuvette ouest ont été vaccinées contre la péripneu-

monie contagieuse bovine et la dermatose nodulaire contagieuse bovine. Cette année, les vaccinateurs sont déployés sur l'ensemble du territoire national pour éliminer la menace que présente ces pathologies pour l'élevage animal au Congo. Cela en vaut la peine parce que ces maladies se propagent insidieusement et mettent en péril la santé du cheptel et la stabilité de l'économie agricole.

Les chiffres présentés par le gouvernement, affichent des taux de létalité alarmants et les pertes économiques substantielles. « Notre pays a enregistré pour la première fois en juin 2010, un foyer de péripneumonie contagieuse bovine, l'une des maladies les plus dévastatrices pour l'élevage bovin à l'échelle mondiale. Plus de dix ans après les premiers cas, cette maladie, dont la propagation est compliquée par la présence d'une forme asymptomatique chez certains animaux, continue de se répandre. De 2019 à ce jour, plusieurs foyers ont été détectés. Nous ne devons pas sous-estimer la gravité de la situation. La péripneumonie contagieuse bovine et la dermatose nodulaire contagieuse bovine ne sont pas seulement des menaces pour notre cheptel, mais aussi pour notre économie et notre pays dans son ensemble. La vaccination est notre meilleure arme contre ces fléaux et nous devons la déployer sérieusement », a insisté le ministre Paul Valentin Ngobo.

Aussi, rappelle-t-il, « chaque animal vacciné est un pas de plus vers la sécurité sanitaire de notre cheptel et la préservation de notre économie agricole. Chaque acteur dans ce processus, qui il s'agisse des éleveurs, des professionnels de la santé animale ou des responsables gouvernementaux, a un rôle à jouer pour assurer le succès de cette campagne ».

Marlène Samba

Mise en concession

UN HORIZON PROMETTEUR POUR LE PORT AUTONOME D'OYO

Cette initiative intègre le corpus des réformes engagées par le gouvernement dans le domaine des infrastructures de transport au Congo. La société adjudicataire Codexo Oyo Group entend y injecter à court terme 15 milliards de FCFA. La signature de la convention de concession y afférente entre le ministre de l'économie fluviale et des voies navigables Guy Georges Mbacka et le directeur général de la société Codexo Oyo group Amos Hadar, remonte au 17 août 2023.

Bâti sur les berges de l'Alima à hauteur du village Okoh, sur les terres Biala à l'est d'Oyo, le port d'Oyo a été mis en service le 10 août 2017 par le président Denis Sassou N'Guesso. La quête de rentabilité et d'un retour à l'investissement a conduit à la mutation de ce port secondaire en entité autonome par une loi qui a été publiée en juillet 2019. Ce changement de statut n'ayant pas produit les effets attendus à savoir : « fluidifier le transfert des productions en

provenance du nord du pays vers Brazzaville », le gouvernement a résolu de sa mise en concession, au terme d'un appel à concurrence.

Par cette convention de concession de l'exploitation et de la maintenance de ce port, le Congo et son partenaire conviennent donc de stimuler et accélérer « les activités portuaires et la navigation intérieure ». La société Codexo Oyo Group qui vient de signer ledit accord, injectera quinze milliards de FCFA. Ces fonds

consisteront entre autres à construire en périphérie du port, des infrastructures logistiques modernes dont des entrepôts de stockage ; à draguer régulièrement l'embouchure de la rivière Alima ; à sécuriser le domaine de concession et à mettre en exploitation des équipements de manutention existants qui, malheureusement, demeurent inexploités depuis leur installation.

Au nom du gouvernement, le ministre en charge de l'économie fluviale Guy Georges Mbacka, a estimé que « ces réalisations contribueront à faire retrouver au Congo le rôle de pays de transit en Afrique centrale ; à redynamiser le transport fluvial ; à baisser le coût de transport entre Oyo et Brazzaville du fait du tonnage important à transporter ; à réduire des prix de nombreux produits ; à améliorer le pouvoir



Le port d'Oyo, un pôle de développement

d'achat des populations locales et à créer de nombreux emplois ».

Le concessionnaire est prêt. Si l'on s'en tient aux engagements donnés par son directeur général Amos Hadar, le démarrage des activités prévues par la convention est imminent. « Les chantiers vont être accélérés de sorte que le port d'Oyo s'ouvre au public avant la fin de l'année. Il n'y a pas

de raison que les opérateurs économiques publics et privés ne puissent pas utiliser le port autonome d'Oyo. Nous allons également investir en faveur de la population riveraine, dans l'agriculture et d'autres secteurs de développement local », a annoncé le directeur général de la société adjudicataire.

Ernest Otsouanga

Télécommunications

LE CONGO DÉSORMAIS CONNECTÉ AU NOUVEAU CÂBLE 2AFRICA

Au cours d'une conférence de presse organisée le 17 août dernier à Brazzaville, le directeur général de l'Agence de régulation des postes et des communications électroniques (l'ARPC) Louis-Marc Sakala, a annoncé que le Congo est désormais connecté au nouveau câble sous-marin 2africa. L'avantage de ce câble s'explique par le fait que le coût de la bande passante internationale va connaître une baisse sensible.

Le câble 2africa est un câble de fibre optique initié par le consortium Méta. Il a une capacité de 150 térabits par seconde, soit 12 fois plus puissant que celui du wax avec lequel le Congo est connecté actuellement. Ce câble 2africa est l'un des câbles de télécommunications les plus longs du monde. Initié par Facebook, ce projet couvre déjà 37.000 kilomètres de câble sous-marin, posé entre la Grande-Bretagne, le Cap de Bonne Espérance au sud de l'Afrique, en passant par la mer rouge. Il regroupe en son sein entre autres consortiums, China mobile International, le Saoudien Saudi Telecom, Orange (France), Telecom

Egypt et le Britannique. A en croire Djibril Tobe, directeur général de la société de téléphonie mobile Airtel Congo, « les techniciens de Congo Télécom, de Airtel et les agents de la direction des réseaux de la régulation sont à pied d'œuvre, depuis ce matin, pour connecter notre pays au nouveau câble sous-marin 2africa ».

Selon le directeur général de l'ARPC Louis-Marc Sakala, ce câble 2africa est le premier câble de par sa capacité à interconnecter toute l'Afrique et toutes les universités d'Afrique au reste du monde, afin de permettre aux étudiants, au travers des partenariats qui vont voir le jour entre les universités,



Le présidium de la conférence de presse

de suivre en direct et en temps réel, les cours dispensés dans d'autres pays.

« Plus un câble est capable de délivrer du débit, plus le coût des données est bas. Le câble 2africa va permettre de faire baisser les prix des échanges

de données à l'International et apporter une connectivité à des prix bas, en tenant compte du pouvoir d'achat des populations », a martelé le directeur général de l'ARPC.

Signalons que le câble sous-marin 2africa couvrira 16 pays

africains, entre autres, le Sénégal, la Côte d'Ivoire, le Ghana, la République démocratique du Congo et l'Afrique du Sud.

Dim-Martie Mizère

Economie fluviale

LE RETOUR À BON PORT DU BATEAU VILLE DE BRAZZAVILLE

Le voyage d'essai effectué par le bateau ville de Brazzaville sur le trajet Brazzaville-Bétou-Brazzaville du 27 juillet au 26 août 2023 a été un franc succès. A l'aller comme au retour, le mythique et célébrissime bateau ville de Brazzaville a été bondé de marchandises et de passagers. Son arrivée au port autonome de Brazzaville avait l'air d'un jour de grande fête foraine. Ces moments de joie étaient également manifestes dans toutes les localités où ce bateau accostait à la faveur de ce voyage inaugural.

A l'embarquement au port autonome de Brazzaville, ce bateau avait plus de marchandises que de passagers. A son retour, outre les marchandises, ville de Brazzaville avait à son bord 409 voyageurs partis des différentes localités où il accostait. Ces derniers ne tarissaient d'éloges sur ce voyage plein de bons souvenirs. Certains d'entre eux affirmaient que ceux qui n'avaient pas eu de place dans les couchettes, dormaient sur des barges à côté de leurs marchandises. A leur débarquement, ils ont été accueillis par une foule bigarrée, constituée des proches, des curieux, des badauds, des clients et les membres du ministère de l'économie fluviale et des voies navigables qui étaient conduits par le directeur Bernard Eloko.

Cette reprise intervient six ans après l'interruption du trafic fluvial à bord des bateaux de l'Etat. Elle s'est faite sans

anicroche, comme l'indique le capitaine dudit bateau Gervais Onanga. Faisant ainsi part de sa satisfaction, il a estimé que rien ne devra arrêter ce rythme qui a bien commencé à la grande satisfaction des populations riveraines. « En tant que capitaine de bateau, je suis ravi d'avoir effectué ce voyage test sur Bétou après environ six ans d'arrêt de trafic. A l'aller, nous avons passé dix jours en chemin après quelques escales liées au déchargement des marchandises et neuf jours au retour. Nous avons navigué normalement sans ennuis techniques. Nous félicitons le ministre Guy Georges Mbacka qui a beaucoup œuvré pour la reprise du trafic fluvial ».

Cette joie anime également Missamou Samba qui a pris le bateau à Bétou. « Nous avons fait une semaine de navigation entre Bétou et Brazzaville. Je remercie le ministre Mbacka, le premier ministre et le chef de l'Etat pour la reprise du



Arrivée du bateau ville de Brazzaville au port.

été balayées d'un revers de main par Albert Eloko, directeur de cabinet du ministre en charge de l'économie fluviale. « Je partage la joie avec les passagers qui ont effectué ce voyage inaugural. Depuis longtemps ils n'ont plus effectué un voyage à bord d'un bateau de l'Etat. Ces populations dont la plupart n'ont que le bateau comme moyen de transport ont fait des années sans voir ce genre d'occasion. Ce n'est pas un leurre. Nous avons commencé et nous comptons continuer. Nous avons l'obligation de répondre aux attentes de ces populations ».

Ernest Otsouanga

bateau Ville de Brazzaville. Le plaisir n'est pas seulement pour les populations de la Likouala. Il est partagé avec tous les Congolais. La navigation revient comme à l'époque. Que cela soit continu. Jusqu'à l'infini ». Autant pour Mâ Bibi, qui est aussi embarqué à Bétou. « Nous sommes comblés de joie après le retour du bateau grâce au gouvernement. Mais que cela ne soit pas comme un feu de paille. Nous souffrons dans la Likouala et nos produits pourrissent dans les champs et greniers à cause du manque de moyens de transport ». Ces inquiétudes justifiées ont

AVIS DE RECHERCHE

La famille Lentama est à la recherche de leurs enfants **Lentama Ngando Andry Prestige** et **Fouanguissa van Brichy**, sortis du toit paternel depuis deux semaines et ne sont plus rentrés jusqu'alors.

Toute personne qui les aurait aperçus est priée de les signaler au Commissariat de police le plus proche ou contacter le **06 958 85 10**. □

BRICS

LA DÉDOLARISATION DES ÉCHANGES ET L'USAGE DES MONNAIES LOCALES POUR COMMERCER, RENVOYÉS AU PROCHAIN SOMMET

Le quinzième sommet des BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique) qui s'est tenu du 22 au 24 août 2023 en Afrique du Sud fait désormais partie des bons souvenirs de l'année en cours. De cinq qu'ils étaient au départ, ce groupe des pays dits émergents a accepté six autres adhérents en l'occurrence l'Argentine, l'Éthiopie, l'Iran, l'Arabie Saoudite, l'Égypte et les Emirats arabes Unis. Ces pays deviendront des membres à part entière à compter du 1er janvier 2024. Ce sommet qui est le 15^{ème} du genre a pris d'autres mesures dont la création d'une commission permanente pour les transports. De même, il a chargé les ministres des finances ainsi que les gouverneurs des banques centrales des pays membres des BRICS d'examiner la dédolarisation des échanges et l'utilisation des monnaies locales pour commercer entre eux.

En effet, la particularité de ce sommet aura été la participation des pays qui ne font pas partie de ce groupe, au nombre desquels figurait le Congo qui y a été représenté par le président de la République Denis Sassou N'Guesso. Prenant la parole au cours de ce sommet, le président de la République qui s'était réjoui de l'instauration d'un monde multipolaire a toutefois salué le combat des pères fondateurs des BRICS pour un ordre international juste et équitable. « *L'Afrique en général, le Congo notre pays en particulier, souscrivent à vos objectifs d'une gouvernance multilatérale inclusive et représentative du monde tel qu'il est aujourd'hui. Avec vous, nous partageons l'idée selon laquelle la coopération internationale doit s'établir sur la base du respect et du bénéfice mutuel* », avait déclaré le président Denis Sassou N'Guesso. Notons qu'en marge des travaux dudit sommet, le Chef de l'Etat avait rencontré le président chinois Xi Jinping. De l'avis de plusieurs chercheurs, les BRICS élargis à 11 membres à partir de 2024 auront accès à un vaste réseau de ressources logistiques stratégiques. Rappelons qu'avant ces nouvelles adhésions, les cinq pays membres des BRICS représentaient environ 42% de la population mondiale et plus de 23% du PIB mondial. Le groupe élargi à 11 membres représentera désormais 46,5% de la population mondiale et environ 30% du PIB mondial. Les six nouveaux membres en question sont les suivants : l'Argentine, l'Éthiopie, l'Iran, l'Arabie Saoudite, l'Égypte et les Emirats arabes Unis. A en croire le président chinois Xi Jinping « *cette augmentation du nombre des pays membres est historique en ce qu'il apportera une nouvelle vigueur au mécanisme de coopération des BRICS et renforcera davantage la force pour la paix et le développement dans le monde* ». Notons qu'il y avait plus de vingt États qui avaient manifesté leur désir d'intégrer les BRICS. Mais le choix final reflétant les préoccupations de chacun des cinq pays a porté en définitive sur les six nouveaux pays membres dont deux



Un groupe de pays qui fait monter l'adrénaline à l'Occident

pays africains. Ce qui fait trois pays membres actuellement avec l'Afrique du Sud qui est membre fondateur des BRICS. Les créateurs des BRICS ont rassuré les pays n'ayant pas été retenus au cours de ce sommet, en ces termes : « *la porte n'est pas fermée aux autres membres qui n'ont pas été admis. Nous devons donc maintenant travailler sur les modalités de nos relations avec les pays partenaires et déterminer les critères d'un nouvel élargissement selon les spécificités de chaque pays postulant* ».

La dédolarisation des échanges doit encore attendre

Les BRICS constituent une opportunité pour le continent avec tout ce que cela comporte de conséquences économiques positives. Pendant les travaux, le président Brésilien Lula Luiz Ignacio Da Silva avait qualifié les prêts pratiqués par le FMI d'étouffants et avait laissé entendre que la banque des BRICS pourrait augmenter ses prêts à d'autres pays à des critères différents pour stimuler leurs économies. « *Nous voulons que les BRICS soient une institution multilatérale et non un club exclusif* », avait conclu le président du Brésil Lula Ignacio Lula Da Silva. De son côté, le président Sud africain Cyril Ramaphosa a estimé que le développement

n'est pas un privilège de quelques-uns. Poursuivant son mot de circonstance, il a dénoncé les systèmes financiers et de paiement mondiaux en ces termes : « *je suis préoccupé par le fait que les systèmes financiers et de paiement mondiaux sont*

de plus en plus utilisés comme instruments de contestation géopolitique. La reprise économique mondiale repose sur des systèmes de paiement mondiaux prévisibles et le bon fonctionnement des banques, des chaînes d'approvisionnement,

du commerce, du tourisme et des flux financiers ». Des sources proches du sommet, affirment que les BRICS n'ont pas suffisamment avancé sur la question de la « *dédolarisation* » des échanges et l'utilisation des monnaies locales pour commercer entre eux. Ils s'agit-là d'un signe manifeste qui prouverait que des divergences entre les pays membres sur cette question subsistent. Ces divergences ne seraient peut-être pas insurmontables mais prendront encore du temps pour les résoudre. Les participants ont toutefois « *convenu de charger les ministres des finances et/ou les gouverneurs des banques centrales des BRICS, d'examiner la question des monnaies locales, des instruments de paiement et des plateformes et de faire rapport aux dirigeants des BRICS d'ici le prochain sommet* », a fait savoir le président sud-africain à la clôture de ce 15^{ème} sommet.

Patrick Yandza

Santé

L'OMS ORGANISE LE PREMIER SOMMET SUR LA MEDECINE TRADITIONNELLE

L'Organisation mondiale de la santé (Oms) vient de tenir à Gandhinagar, capitale de l'État du Gujarat, situé dans l'ouest de l'Inde, le premier sommet mondial sur la médecine traditionnelle, dans le but d'examiner la base de connaissances et les possibilités d'accélérer la santé pour tous, annonce un communiqué de cette organisation onusienne.

Ce sommet de haut niveau, organisé conjointement avec le gouvernement de l'Inde, a été une occasion d'examiner le rôle de la médecine traditionnelle, complémentaire et intégrative pour relever les défis sanitaires urgents et favoriser les avancées dans les domaines de la santé mondiale et du développement durable. Il a réuni les différents cadres et experts de l'Oms, les ministres de la santé du G20 et des invités de haut niveau des pays des six régions de l'Oms, des scientifiques, des praticiens de la médecine traditionnelle, des agents de santé ainsi que des

membres d'organisations de la société civile.

« *La médecine traditionnelle peut jouer un rôle important et catalyseur dans la réalisation de l'objectif de la couverture sanitaire universelle et des cibles mondiales liées à la santé qui accusaient un retard avant même les perturbations causées par la pandémie de COVID-19* », a déclaré le Directeur général de l'Oms, le Dr Tedros Adhanom Ghebreyesus. Au cours de cette rencontre, les participants ont planché sur les moyens d'intensifier les progrès scientifiques et de réaliser le potentiel des connaissances fondées sur

des bases factuelles dans le recours à la médecine traditionnelle pour la santé et le bien-être des populations du monde entier. « *L'intégration de la médecine traditionnelle dans les soins de santé de manière appropriée, efficace, et surtout en toute sécurité et sur la base des dernières données scientifiques, peut contribuer à combler les lacunes en matière d'accès pour des millions de personnes dans le monde* », a-t-il ajouté.

Lors de ce Sommet, l'Oms a présenté les résultats de la troisième enquête mondiale sur la médecine traditionnelle qui comprend des questions sur le financement de cette médecine complémentaire, la santé des peuples autochtones, l'assurance qualité, la biodiversité, le commerce et la sécurité des patients.

Gulit Ngou

L'IMPACT DECISIF DES BRICS SUR LES RELATIONS INTERNATIONALES

Ce début du XXI^{ème} siècle n'a cessé d'apporter son lot de bouleversements. Le plus significatif parmi eux est sans nul doute celui qui se produit au niveau des relations internationales. Des pays qui, il y a encore quelques décennies évoluaient dans l'ombre, pratiquement dans l'anonymat, ont subitement surgi comme de nulle part au point de menacer l'ordre international dominé par les puissances occidentales. Il s'agit du Brésil, de la Russie, de l'Inde, de la Chine et de l'Afrique du Sud dont l'acronyme est les BRICS, une expression de l'économiste américain, Jim O'Neil. Cet expert de la célèbre banque américaine, la Goldman Sachs, avait averti dans un article publié en 2001 que le potentiel économique et financier de ce groupe de pays réunis, le prédestinait à ébranler la hiérarchie mondiale issue de la seconde guerre mondiale.

La thèse du banquier américain s'appuie sur son étude relative à l'évolution du taux de croissance économique des BRICS. Selon cette étude, ce taux de croissance pourrait à terme dépasser celui des membres du G 7 combinés. Jim O'Neil a révélé dans son article que le Brésil, la Russie, l'Inde, la Chine et l'Afrique du Sud ont connu depuis plus d'une dizaine d'années une forte croissance économique, une démographie importante, des investissements étrangers remarquables de même que des transferts de technologies significatifs. Le banquier américain soutient qu'à cela, il faut ajouter la formation d'une importante classe moyenne. Grâce à leur production diversifiée et de masse, ce groupe de pays pèse sensiblement dans le commerce international. Ces pays sont des producteurs de matières énergétiques, notamment le pétrole, le gaz. Mais également des produits alimentaires. La Chine est perçue comme l'usine du monde. Elle est devenue la destination privilégiée des hommes d'affaires qui de par le monde entendent y faire fabriquer leurs articles. Ces atouts ne sont pas anodins

L'envol des BRICS

19 ans après la publication de cet article de Jim O'Neil, les prédictions de l'expert américain se réalisent. Le poids des BRICS sur la scène internationale s'est accru. On ne regarde plus les BRICS à l'instar d'une breloque comme à ses débuts. Si dans la décennie 80-90, le Pib de ce groupe représentait 15% du Pib mondial alors que celui du G 7 frôlait les 50%, depuis 2022, les experts constatent au contraire que les BRICS ont surclassé les puissances occidentales en terme de création de richesses. Cette tendance pourrait s'accroître avec l'adhésion de 6 nouveaux pays, qui deviendront officiellement des membres à part entière des BRICS l'an prochain. Ce sont les poids lourds du pétrole au niveau mondial comme l'Arabie Saoudite avec une production de 7.700.000 barils de pétrole par jour, l'Iran 2.754.000 baril par jour, les Emirats Arabes Unis 3.050.000

baril par jour. La production combinée des membres des BRICS s'élèvera à 45 % de la production mondiale du pétrole. Les pays de ce groupe excellent autant dans la production de plusieurs minerais comme le fer, le charbon, la bauxite. Il en est de même dans le secteur agricole avec l'apport des autres nouveaux membres, notamment l'Ethiopie et l'Egypte. Le nombre de la population des pays membres des BRICS s'élèvera à 46% de la population mondiale.

Les coups de canifs dans la place du dollar

Ce poids sur la scène internationale qui va s'accroître dans la mesure où il y a encore de nombreux pays qui se bousculent au portillon, permettra aux BRICS d'atteindre déjà certains des objectifs qu'ils se sont fixés. Au nombre d'entre eux, se trouve le développement de la coopération en leur sein, ce par le truchement du commerce, la croissance et l'amélioration de l'accès de leurs économies aux marchés. Par ce biais du commerce à l'intérieur des pays membres, le BRICS entend arriver à réduire progressivement la suprématie du dollar dans les échanges internationaux. On peut soutenir que ce processus est en marche. Ce d'autant que les échanges qui se font déjà entre certains membres se passent du dollar. La Russie vend son pétrole à la Chine en rouble, et vice-versa, elle importe de la Chine des produits contre les yuans. La Chine achète aussi le pétrole saoudien en yuan. L'Inde achète le pétrole aux Emirats Arabes en roupie. Le moins qu'on puisse dire le dollar perd des parts de marché

La brèche de la Russie

Ces échanges hors dollar qui se font aujourd'hui grâce aux BRICS, marquent un tournant décisif dans les relations internationales. Ceux qui avaient osé vendre le pétrole dans une autre monnaie que le dollar ont été assassinés comme de vulgaires truands alors qu'ils assumaient les hautes fonctions de leurs Etats. Mouammar Khaddafi de Libye et de Saddam Hussein de

l'Irak figurent parmi eux. Ces chefs d'Etat avaient tenté de s'émanciper de cette règle non écrite. Ils l'ont payé au prix fort. Depuis le découplage du dollar de l'or, initié par les autorités américaines en 1971, elles avaient imposé à la planète entière de ne plus acheter ou vendre le pétrole qu'en dollar. La brèche dans cette disposition venait d'être ouverte par la Russie qui l'année dernière a annoncé ouvertement ne plus vendre son pétrole qu'en rouble. Ce, à la suite du blocage de ses avoirs en dollars

et d'un embargo économique inhumain imposés par les occidentaux comme sanctions du fait de la guerre ukraino-russe. L'hégémonie du dollar dans les échanges mondiaux a désormais du souci à se faire. Son futur n'est plus serein. Même s'ils ne veulent pas le faire savoir, l'ampleur que prennent les BRICS sur la scène internationale, suscite de l'angoisse des autorités occidentales. La posture narquoise de ces dernières à la création de ce groupe dont les membres viennent unique-

ment de l'hémisphère sud fait place aujourd'hui au tournis. Les analystes occidentaux les plus sérieux et donc crédibles avancent que les BRICS sont venus rebattre les cartes dans la hiérarchie mondiale. Le fait que les pays de ce groupe ont créé l'année dernière plus de richesses que les pays du G 7 constitue un signal fort qui ne laisse pas de doute sur le processus de la perte de la suprématie des puissances occidentales dans le système économique mondial. Celle-ci connaîtra une tendance baissière irréversible. L'attractivité des BRICS continue de séduire de nombreux pays. La raison réside dans le fait que leur offre correspond aux aspirations des pays du Sud. Ils ont été profondément déçus par les institutions érigées par les puissances occidentales, notamment la Banque Mondiale et le Fonds Monétaire International.

Laurent Lepossi

AVIS DE RECRUTEMENT POUR LE POSTE DE CONSULTANT EN COMMUNICATION

La Commission Nationale de Transparence et de Responsabilité dans la Gestion des Finances Publiques (CNTR) est une entité publique indépendante, dotée de la personnalité morale et de l'autonomie financière.

Créée par loi n°18-2019 du 24 mai 2019, la CNTR a pour rôle de veiller à la bonne gouvernance des finances publiques en République du Congo.

La CNTR s'est dotée d'un plan pluriannuel de communication. De ce fait, elle recherche un consultant en communication pour collaborer à la mise en œuvre de ce plan.

Le Consultant en communication sera basé au siège de la CNTR à Brazzaville

Description du poste

Sous l'autorité du Président, le consultant a pour missions de :

- Assurer la notoriété et la visibilité des actions de la CNTR
- faire connaître la commission auprès des acteurs cibles et du grand public ;
- sensibiliser les publics internes et externes sur les enjeux et acquis des réformes de la bonne gouvernance économique et financière ;
- Fédérer les responsables et les cadres de l'administration publique autour des exigences de la transparence et de responsabilité dans la gestion des finances publiques ;
- Participer à l'enracinement d'une culture de transparence dans l'exercice des fonctions des mandataires de l'Etat ;
- Faire une large diffusion des rapports d'activités et de mission de la CNTR auprès de tout type de public.

Profil recherché et expériences

- diplômes supérieurs (BAC+5) en communication, relations publiques, journalisme, relations internationales ;
- Avoir une expérience professionnelle d'au moins 5 ans dans la communication institutionnelle ;
- avoir une expérience avérée dans une organisation/mission internationale serait un atout ;
- Avoir une bonne connaissance des finances publiques ;
- Savoir prendre des initiatives.

Dossiers à fournir

Un curriculum vitae (CV) actualisé et signé du candidat

Lettre de motivation

Diplômes, attestations de fin de formations

Attestations de services faits relatives aux missions déjà réalisées

Procédure de soumission et date de clôture des candidatures

Les dossiers de candidatures doivent être envoyés à l'adresse mail cntr.congo@gmail.com/ www.cntr-cg.org avec objet « candidature au poste de consultant en communication » ou à déposer au Cabinet du Président de la CNTR situé à l'immeuble des Conseils Consultatifs Nationaux, rue des Manguiers à Mpila/Brazzaville au plus tard le 15 septembre 2023.

Fait à Brazzaville, le 25 août 2023

Le président

Joseph MANA FOUAFOUA

Mines

L'OCDH DENONCE L'EXPLOITATION ILLEGALE DES RESSOURCES MINIERES DE SOUANKE

L'Observatoire congolais des droits de l'homme (Ocdh) a dénoncé dernièrement à Brazzaville, l'exploitation illégale des ressources minières et forestières orchestrée par plusieurs entreprises chinoises et ouest africaines dans la localité de Souanké, dans le département de la Sangha.

Publiant le rapport de situation 2023 intitulé « Exploitation minière dans la Sangha, Congo Brazzaville : pillage à huis clos au mépris des droits humains et de l'environnement », le directeur exécutif de l'Ocdh, Franck Chardin Aubin Tchibinda, a indiqué que ces entreprises pillent l'or, le fer et les forêts sans tenir compte des normes environnementales, du bien être des communautés locales et des autochtones de Souanké.

Selon ce rapport, une fois extraites, ces ressources sont exportées illicitement par le Cameroun. Parmi ces entreprises, il y en a celles qui sont méconnues par des autorités locales. Pour M. Tchibinda, cette situation ne profite pas à l'Etat en général et aux communautés riveraines en particulier. « Une situation qui nécessite des mesures et initiatives correctives de la part de toutes les parties prenantes concernées ou impliquées. Ces entreprises se déroberont à leur responsabilité sociétale,

en échappant à toute obligation de contribuer au développement des communautés locales », a-t-il dit, avant d'appeler le gouvernement à prendre des mesures réglementaires contre ces exploitants illégaux.

A ce sujet, il a proposé de revoir les accords actuels, de restructurer les mécanismes de gestion des ressources et de mettre en place des solutions équitables qui respectent

les droits des communautés locales et autochtones. Ce rapport a été produit après une mission d'enquête effectuée dans cette zone du pays au mois de novembre 2022. L'Ocdh est une organisation non gouvernementale œuvrant entre autres, dans

la promotion des droits humains et de l'Etat de droit, de la culture démocratique et à la vulgarisation des normes internationales, régionales et nationales.

Gulit Ngou

Lékoumou

OUVERTURE DE LA PREMIERE MORGUE MUNICIPALE

La mairie de Sibiti, chef-lieu du département de la Lékoumou, s'est dotée d'une morgue municipale qui a été ouverte et mise en service le 19 août 2023 par la préfète de ce département, Mme Micheline Ngues-simi. L'acquisition de cette morgue vient résoudre la question de conservation des corps qui était un problème de santé publique.

Intervenant à cette occasion, le président du conseil municipal, maire de la commune de Sibiti, M. Mbou Sambala, a dit que l'ouverture et la mise en service de cette morgue a été le rêve de son éminence feu Premier ministre, Clément Mouamba. Ce rêve s'est accompli par la construction d'un bâtiment équipé de six chambres funéraires avec la capacité de recevoir six corps. La participation de la mairie

s'élève à la somme de 7 millions 198 000 Fcfa, les responsables de ladite structure sont appelés à mieux gérer toute la logistique mise à la disposition de cet édifice qui est la première dans le département. De son côté, le ministre de la Communication et des médias, porte-parole du gouvernement, M. Thierry Lezin Mougalla, a précisé que le fonds remis, permettra d'assurer le début du fonctionnement de cette morgue. « C'est un sentiment



L'industrie de la mort prospère au Congo

de joie, une commune sans morgue, c'était très coûteux car, il fallait déposer les corps à la morgue de Dolisie ou de Nkayi, aujourd'hui avec l'ouverture de

cette morgue, la population est satisfaite », a apprécié M. Gibert Nkaya Nkouama, un habitant de Sibiti.

G.N.

REPUBLIQUE DU CONGO
PROJET AGROFORESTERIE NORD CONGO
AVIS A MANIFESTATION D'INTERET N° CG-006-PANC-SC23
RELATIF AU RECRUTEMENT D'UN PRESTATAIRE CHARGE DE SOUTENIR LE DEVELOPPEMENT DE L'AGROFORESTERIE (SYSTEMES MIXTES ET CACAO) ET DE RENFORCER LES CAPACITES DES PRODUCTEURS SUR CETTE PRATIQUE
(MAITRISE D'OUVRAGE DELEGUEE)

Avis rectificatif

1. L'Unité de Gestion du Projet Agroforesterie Nord Congo vous informe du prolongement et de la modification de l'adresse de dépôt des dossiers de manifestation d'intérêt
2. Les dossiers de manifestation d'intérêt doivent être envoyés par e-mail à l'adresse suivante : agroforesteriepanc@gmail.com, et porter en objet la mention « Soutien au développement de l'agroforesterie (cacao et systèmes mixtes) », au plus tard le 15 septembre 2023 à 16h00 (heure Brazzaville).

Fait à Brazzaville, le 24/08/2023

La Coordinatrice du PANC

Corine Victorine ONDZE DICKELET

Ouenzé bopeto

UN PRIX MIS EN JEU POUR LE QUARTIER LE PLUS PROPRE

Depuis le 27 août 2023, les quartiers du cinquième arrondissement de Brazzaville rivalisent d'ardeur, dans la perspective de se faire le plus salubre de tous, et ce, dans le cadre de la troisième édition de l'opération « Ouenzé bopeto ». Cette initiative de Juste Désiré Mondélé, ministre en charge du développement local et natif de Ouenzé se soldera par la récompense du quartier qui aura assaini son environnement. Le rendez-vous a été pris pour le 10 septembre 2023 pour connaître le quartier le plus propre.

« Ouenzé bopeto » est une initiative citoyenne à travers laquelle l'administrateur-maire, les chefs de quartiers, les populations et le ministre Juste Désiré Mondélé associent leurs forces et leurs intelligences, dans une opération coup de poing salubrité. Elle est échelonnée sur deux semaines d'intense activité d'assainissement, particulièrement dans les quartiers 54 et 59. L'objectif étant de faire de la propreté un acte citoyen et permanent. Version améliorée de la campagne municipale d'assainissement dénommée « j'aime Ouenzé au sens propre », « Ouenzé bopeto » selon son initiateur Juste Désiré Mondélé est avant tout un médicament, un remède, mieux un antidote contre la saleté et la maladie.

Il mobilise les composantes sociales valides de l'arrondissement, avec l'appui de la société Averda, conformément à une entente préalable avec le promoteur de cette opération. Comme à son habitude, au lancement de l'édition 2023,



Une ville assainie est une ville qui éloigne les habitants du paludisme

Juste Désiré Mondélé a remis à la mairie d'arrondissement un important lot de matériel aratoire, question de mener à bien les travaux. Ce don qui est composé entre autres des gants, brouettes, pelles, râtaux, balais

et bottes a été réceptionné par le maire Marcel Nganongo qui a salué l'acte et exhorté d'autres personnalités et groupements à emboîter le pas au ministre Juste Désiré Mondélé, pour réaliser l'objectif de la salubrité

à tout moment et partout dans cet arrondissement.

A la différence des éditions précédentes, « Ouenzé bopeto » III sera sanctionné par une émulation inter-quartier. Des journalistes seront mis à contribution pour

désigner en toute impartialité, le quartier qui aura relevé le défi de la propreté absolue. Selon le ministre Juste Désiré Mondélé : « la presse sillonnera les quartiers » et dira le quartier le plus scintillant du périmètre concerné. Outre l'élargissement à d'autres quartiers, arrondissements de Brazzaville, voire à d'autres villes et départements du Congo, cette opération est appelée à intégrer l'ordinaire des citoyens. Poursuivant sa déclaration, Juste Désiré Mondélé affirme : « l'assainissement est une tâche commune. « Ouenzé bopeto » est un projet commun nécessitant la synergie des efforts. Depuis des années, nous nous attelons à assainir notre cadre de vie. C'est une forme de prévention aux maladies diverses, à plusieurs maux ». Il a exhorté la population des quartiers 54 et 59 à profiter de cette période intermédiaire entre la saison sèche et la saison des pluies.

Au nombre des expertises mises à contribution, figurent dans cette opération qui inclut l'hygiène, l'assainissement à travers le curage des caniveaux, nettoyage des artères, l'assèchement des marres et flaques d'eau stagnantes, figurent celles de la mairie de Brazzaville et de la société Averda, les églises ainsi que des associations thématiques.

Marlène Samba



PARADOXES

PARADOXES

PARADOXES

PARADOXES

PARADOXES

◆ Quand des vendeurs ambulants jouent à cache-cache

L'occupation anarchique par des vendeurs et vendeuses de l'arrêt Mampassi et de l'avenue Miadéka au marché de Ouenzé dans le cinquième arrondissement de Brazzaville a conduit la police à mener une opération de déguerpissement. A ces deux endroits très animés de ce marché, il y avait des vols à la tire et des bagarres. Depuis que l'opération a été lancée, la station des bus a été libérée. Cependant, sur l'avenue Miadéka, les occupants illégaux tiennent tête à la police en jouant à cache-cache. En effet, les vendeuses et vendeurs qui savent que les agents de police ne peuvent pas être en permanence sur cette avenue, profitent des temps morts pour étaler leurs marchandises sur les trottoirs. A la moindre apparition d'un véhicule de la police, leurs éclaireurs lancent des cris d'alerte qui sont repris par eux-mêmes pour avertir ceux qui pourraient être distraits. Et aussitôt, les marchandises sont emballées et mises à l'abri. Toutefois, les moins prompts tombent dans les mailles des agents de l'ordre, comme nous l'avons observé le week-end dernier. Malgré cela, ces occupants anarchiques qui sont devenus comme des sans domicile fixe (Sdf), n'entendent pas abandonner une activité qui leur permet de

vivre. Ils espèrent que l'opération finira par s'alléger afin de leur permettre de vendre avant la rentrée scolaire, des cahiers et des tissus pour les tenues des élèves. D'où cette obstination de jouer à cache-cache.

◆ Comme des animaux en divagation

Les malades mentaux sont en divagation comme des animaux dans la ville capitale, alors que leur place serait dans un établissement psychiatrique. On ne peut se promener dans la capitale congolaise sans rencontrer un fou. Ils aiment dormir dans des rond-points et déambuler de fois en tenue d'Adam dans les grandes artères pour certainement être bien vus. Les malades mentaux sont aussi présents dans les marchés où ils ont la facilité de fouiller les poubelles. Au marché de Poto-Poto, un fou s'y rend chaque nuit dans le rayon réservé à l'huile de palme pour s'enduire du produit restant sur les tables afin de se préserver de la fraîcheur nocturne, nous a-t-il confié. Un autre malade mental peut faire autant de tours, en criant haut et fort sur l'ex avenue des chars, entre la rue Itoumbi et l'avenue de l'intendance. Heureusement pour les Brazzavillois que bon nombre de ces fous ne sont pas agressifs comme celui qui avait sommé de pierres, non loin de l'église

Saint Pierre Claver de Baongo, des personnes qui, au lieu d'assister à une messe de requiem, s'empiffraient d'alcool dans un bar. Il leur a fallu prendre la fuite pour échapper à la furie du fou. Cette colère bien que moralisatrice, prouve tout de même que l'abandon des malades mentaux à leur triste sort est un danger pour la population.

◆ Un éléphant tue un braconnier

Un braconnier et trois de ses complices se sont rendus dans le parc national Kingen en Afrique du sud pour chasser un rhinocéros. Pendant qu'ils faisaient leur entrée illégale dans le parc, un éléphant a chargé et piétiné à mort le braconnier. Ses complices ont pris la fuite abandonnant le cadavre de leur compagnon d'infortune. Ils ont tout de même fait part de la mort tragique de leur collègue à sa famille qui a aussitôt prévenu les responsables du parc. Pendant que le corps sans vie du braconnier traînait dans le parc, les lions en ont fait leur repas. L'équipe envoyée pour les recherches n'a trouvé que le pantalon et le crâne du défunt.

◆ L'homme qui détruisait des balances

Dans le monde, il existe des individus qui ont atteint des poids incroyables. Parmi eux, on retrouve l'américain Jon

Brower Minnoch, né en septembre 1941. Il avait atteint 635 kg et détruit plusieurs balances lors des présentations. L'homme a été diagnostiqué avec un œdème généralisé, provoquant une accumulation excessive de liquide dans le corps. Sa lutte contre l'obésité a été un défi nécessitant une équipe médicale dévouée pour l'aider à perdre du poids.

Jon Brower Minnoch souffrait d'obésité depuis son enfance. En septembre 1976, à l'âge de 35 ans, il pesait 442 kg pour une taille de 1,85 m. Deux ans après, il est admis à l'hôpital universitaire de Seattle à Washington pour des troubles respiratoires et cardiaques. L'endocrinologue révéla qu'il pesait 635 kg, un poids dû en grande partie à la rétention d'eau. Après avoir suivi un régime ne dépassant pas 1200 calories par jour pendant presque deux ans, l'homme est descendu à 216 kg. En octobre 1941, à 40 ans, il avait repris 90 kg et a été de nouveau hospitalisé.

Jon Brower Minnoch, né le 29 septembre 1941 et mort le 10 septembre 1983 reste l'homme le plus lourd de tous les temps. Il est également considéré comme l'homme qui a le plus maigri au monde. Il a perdu 419 kg entre son poids le plus élevé évalué à 635 kg et son poids le plus faible 215 kg. □

JED FONDATION TRANSMET DES RUDIMENTS DE DÉFENSE ET DE LA PERSONNALITÉ AUX JEUNES FILLES

A travers son concept « fille lelo, femme lobi », la fondation jeunesse éducation et développement (JED), encadre depuis quelques jours, une vingtaine de filles sur une vie vertueuse, décomplexée et réussie. Pour l'édition 2023, l'encadrement de ces adolescentes issues uniquement des écoles publiques de Brazzaville et de l'île Mbamou sont prises en charge par des dames d'expérience et qui constituent un modèle de réussite sociale, professionnelle ou politique.

La troisième édition de « fille lelo, femme lobi », c'est-à-dire fille aujourd'hui, femme demain se déroule au cercle Micheline Ngolengo à Ouenzé. Dans cet espace d'échange, les filles sont instruites entre autres sur l'identité nationale, la personnalité et la responsabilité. Des banderoles déployées pour la circonstance, renseignent sur la philosophie de cette initiative d'Esther Gayama Ahissou, présidente de la fondation JED. On peut ainsi lire : « si vous voulez briser le cycle de la pauvreté, éduquer la fille. Eduquer une fille, c'est éduquer toute une nation ».

La vingtaine d'adolescentes échangeront avec Francis Seck

Mangouanou sur le thème : « notre histoire et l'aspiration au mieux être en tant qu'Africain ». Joelle Akouélé, femme vivant avec handicap depuis 5 ans édifiera ces jeunes adolescentes sur « la confiance en soi, quels que soient les obstacles, dominer le handicap et vivre avec, sans complexe ». Prisca Okouya planchera sur « la jeune fille et le mythe de l'occident qui semble être le paradis sur terre alors que l'avenir du monde se joue en Afrique ». De son côté, Abraham Ndinga Mbô va articuler sa communication sur « l'histoire du Congo, l'importance des langues locales ».

D'autres intervenants parleront entre autres des violences à l'école et dans les quartiers;



JED à la recherche de l'excellence

les bienfaits et les méfaits de l'internet ; l'importance de la lecture ; les rudiments de l'hygiène corporel; l'éthique, le savoir vivre et le savoir être. La sexualité de la jeune fille occupera une place de choix au cours des échanges, étant donné que les parents n'en parlent presque pas à leurs filles qui apprennent tout dans la rue. Les 23 jeunes filles ont aussi droit aux visites touristiques dans le périmètre urbain de Brazzaville, question de mieux

connaître les grands repères de la capitale congolaise.

La jeune fille est l'être central de l'avenir de l'humanité, estime Esther Gayama Ahissou, justifiant cet autre engagement citoyen de sa fondation. « Il est important pour JED fondation d'élargir son engagement citoyen par cet acte d'éducation à la citoyenneté. Il consiste en un éveil de consciences pour devenir une femme responsable. À travers cette approche modeste et ce programme in-

tergénérationnel, il faut doter la jeunesse féminine d'une morale inébranlable pour construire une femme capable d'affronter toute adversité ».

Pour Esther Gayama Ahissou, les jeunes filles sont tellement vulnérables qu'il est nécessaire de les former afin qu'elles puissent avoir des moyens de défense contre les attaques de tous genres.

Henriet Mouandinga

MINISTÈRE DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE, DES INFRASTRUCTURES ET DE L'ENTRETIEN ROUTIER

CABINET

CELLULE DE GESTION DES MARCHÉS PUBLICS

AVIS D'APPEL D'OFFRES N° Tx-041-AON-MATIER-CAB-CGMP/23

1. Dans le cadre de l'exécution de son budget, volet Fonds Routier exercice 2023, **le Ministère de l'Aménagement du Territoire, des Infrastructures et de l'Entretien Routier** entend réaliser les travaux de « **Réparation du pont sur la rivière Létsingui, sur l'axe Oyo-Tchicapika-Tongo, dans le département de la Cuvette** ».

2. **Le Ministère de l'Aménagement du Territoire, des Infrastructures et de l'Entretien Routier** sollicite des offres sous pli fermé de la part des candidats éligibles et répondant aux qualifications requises pour réaliser les travaux suivants :

- **Installation du chantier ;**
- **Travaux préparatoires ;**
- **Réfection du tablier ;**
- **Travaux de finition.**

3. La passation du marché sera conduite par appel d'offres ouvert tel que défini dans le Code des marchés publics, et ouvert à tous les candidats éligibles.

4. Les candidats intéressés peuvent obtenir des informations auprès de **la Cellule de gestion des marchés publics du Ministère de l'Aménagement du Territoire, des Infrastructures et de l'Entretien Routier et prendre connaissance des documents d'appel d'offres, du lundi au vendredi de 09 heures à 14 heures 30 minutes**, à l'adresse ci-après mentionnée.

Cellule de Gestion des Marchés Publics du Ministère de l'Aménagement du Territoire, des Infrastructures et de l'Entretien Routier, Ex Immeuble du Plan, Place de la Ré-

publique, ex Rond-point CCF, 1^{er} étage, Porte n° 101 et 118 – Tél : 06 958 85 10.

Les exigences en matière de qualification sont contenues dans le dossier d'appel d'offres.

5. Les candidats intéressés peuvent obtenir un dossier d'appel d'offres complet à l'adresse ci-dessus mentionnée contre paiement en espèces non remboursable de **150.000 francs CFA**.

6. Les offres devront être soumises à l'adresse ci-dessus indiquée au plus tard le 5 octobre 2023, à 13 heures 30 minutes, **heure locale**.

Les offres remises en retard ne seront pas acceptées. Les offres seront ouvertes en présence des représentants des candidats présents le **5 octobre 2023 à 14 heures 30 minutes, heure locale, dans la Salle d'ouverture des offres du Ministère de l'Aménagement du Territoire, des Infrastructures et de l'Entretien Routier, Place de la République, Rond-point CCF**.

7. Les offres doivent comprendre une garantie d'offre d'un montant de **un million (1.000.000) francs CFA sous forme de caution bancaire ou chèque certifié**.

8. Les offres devront demeurer valides pendant une durée de 120 jours à compter de la date limite de soumission.

Fait à Brazzaville, le

Le Directeur du Cabinet du Ministre d'Etat

Zacharie MOKEMO

Lutte contre la violence en milieu scolaire

LES COULEURS DES TENUES DES ÉLÈVES D'ENSEIGNEMENT GÉNÉRAL ET TECHNIQUE DÉSORMAIS UNIFORMISÉES

L'école reprendra avec force et vigueur le 2 octobre 2023 à l'enseignement général, à l'enseignement technique et dans les écoles de formation. Le gouvernement, les partenaires sociaux, les élèves et leurs parents s'affairent pour les derniers réglages. Pour la rentrée scolaire 2023-2024, le premier ministre Anatole Collinet Makosso vient de publier le décret portant changement de couleurs des tenues scolaires au niveau de l'enseignement général et technique. Ce décret a également mis sur pied une batterie d'interdictions pour lutter efficacement contre la violence en milieu scolaire.

Le décret du premier ministre Anatole Collinet Makosso publié le 30 août dernier, indique que le Congo a uniformisé la tenue scolaire des élèves de l'enseignement général et ceux du sous-secteur technique et professionnel. Si au préscolaire, au primaire, dans les écoles professionnelles et les centres d'éducation, de formation et d'apprentissage (CEFA), les couleurs de leurs uniformes restent inchangées, quelques informations sont à donner sur la couture. Tandis qu'au collège et au lycée, tant général que technique l'uniforme reste la même, à savoir : une chemise et un pantalon kaki pour les garçons, une chemise bleu-ciel et un pantalon bleu-foncé pour les filles.

Au préscolaire, un tablier avec la couleur rose dominante pour les apprenants de sexe féminin et le bleu-ciel pour les apprenants

du sexe masculin. Au primaire, tous les apprenants porteront une chemise kaki à deux poches avec rabats, épaulettes, manches courtes et boutons. Les filles auront une jupe bleue-sombre, sans fente et de taille normale en dessous des genoux ; tandis que les garçons seront identifiés par une culotte bleue-sombre, de taille normale. La vraie uniformisation intervient au niveau du secondaire, c'est-à-dire au collège, lycée général, lycée technique et professionnel où les filles porteront dorénavant une chemise bleu-ciel à deux poches avec rabats, épaulettes, manches courtes et boutons et un pantalon bleu-sombre de taille normale. Les garçons quant à eux, porteront une chemise kaki à deux poches avec rabats, épaulettes, manches courtes et boutons et un pantalon kaki, de taille normale.



Le gouvernement est passé à l'action (Photo d'archives)

Les écoles de formation professionnelle, les centres d'éducation, de formation et d'apprentissage conservent leurs anciennes uniformes. Le même décret précise par ailleurs qu'à la prochaine rentrée scolaire qui aura lieu le 2 octobre 2023, les élèves ne pourront plus porter de tissages et perruques, des postiches, des mèches et coiffures extravagantes. Il interdit formellement le port des uniformes scolaires non-réglementaires, les chaussures à talons, les bijoux, les armes et autres objets dangereux, la tenue civile ou militaire. Ce décret interdit également aux

élèves de laisser pousser la barbe et/ou la moustache et d'avoir la chevelure abondante pour les hommes. Sont aussi prohibés : le maquillage, l'état d'ébriété, la détention et la consommation des stupéfiants et d'alcool ainsi que le port de tout signe distinctif.

Tout élève qui n'observera pas les mesures ainsi édictées, s'exposera aux sanctions prévues par l'article 10. Ces sanctions qui seront prises par le conseil de discipline de l'établissement scolaire où fréquente l'élève sont : l'avertissement, le blâme, l'exclusion temporaire ou la radiation pure

et simple. Avec la publication de ce décret, les parents d'élèves sont désormais fixés et peuvent profiter du mois de septembre pour préparer la rentrée de leurs enfants. Il reste cependant, l'examen du cahier de charges introduit par des enseignants à l'attention de leurs tutelles respectives. Il concerne le paiement des droits de rappel de solde ; la publication de l'arrêté portant effet financier du statut particulier et la tenue des commissions paritaires d'avancement.

A ce propos, les ministres des deux sous secteurs de l'enseignement, rassurent les enseignants quant à l'aboutissement imminent de leurs doléances. Selon le ministre en charge de l'enseignement général Jean Luc Mouthou, toutes les conditions sont réunies pour une rentrée scolaire paisible. Il s'agit entre autres de la levée des barrières qui gênent le bon fonctionnement du système éducatif. De son côté, le ministre en charge de l'enseignement technique Ghislain Thierry Maguessa Ebomé salue plutôt le bon niveau de compréhension entre le gouvernement et les partenaires sociaux.

Ernest Otsouanga

Vient de paraître

« LE COMBAT DE MADAME ANTOINETTE SASSOU-NGUESSO »

Cet ouvrage paru aux éditions Hémar, a été présenté et dédié à Brazzaville, au cours d'une rencontre littéraire organisée par les Editions Hémar et l'association Accès Droit pour tous (ADPT) en collaboration avec l'auteur. Ce livre est un hommage à la première dame du Congo Antoinette Sassou-Nguesso. Il est constitué de 130 pages. La présentation officielle du livre s'est faite le jeudi 24 août 2023, en présence de quelques diplomates, des députés et d'autres invités de marque.

À travers cet ouvrage de 130 pages, l'auteur met en relief la diplomatie socio-culturelle et politique d'Antoinette Sassou-Nguesso qui fait de son statut de première dame, une arme de lutte pour le bien-être social des populations. En effet, le combat évoqué dans ce livre se caractérise par la lutte pour le droit d'accès à l'éducation, à l'alimentation de qualité et aux soins de santé de qualité. Parlant de son ouvrage, Borgia Abdon Leckiby, économiste-banquier de formation, a dit que ce livre est une promotion

et une défense des droits humains au Congo Brazzaville et en Afrique. Ici, il a rendu un vibrant hommage à la première dame Antoinette Sassou Nguesso, pour l'amour et le bonheur qu'elle procure aux couches vulnérables et à certaines victimes. « Je constate que grâce à ses plaidoyers, la solidarité internationale en action humanitaire se dégage. Car le bonheur, c'est aussi de savoir apprécier les actes bien posés », a souligné l'auteur Borgia Abdon Leckiby. Pour l'éditeur, le professeur Kadima Nzuzi, l'auteur Borgia



Ses actes sont reconnus

a une idée remarquable, du fait qu'il fait une synthèse réfléchie

qui porte essentiellement sur les actions. Selon lui, « il a eu une idée remarquable, celle de s'asseoir chez lui et de faire la synthèse des actions de madame Antoinette Sassou-Nguesso. Certes, il existe des documents, il existe de prospectus, il existe sans doute des livres qui ont essayé de faire la même chose, mais ce que j'ai trouvé d'intéressant chez lui, c'est cette synthèse réfléchie qui porte essentiellement sur les actions ».

Selon la critique littéraire, Gertrude Mongo, l'écho de sa voix résonne sur les tribunes nationales et internationales pour son combat de défense des droits humains. « Si la démarche ne rencontre aucune objection dans l'auditoire, cela me donne le droit d'affirmer que madame Antoinette Sassou-Nguesso est un don du Nil pour l'ensemble de l'humanité », a-t-elle déclaré.

Quant à la marraine de l'évènement Valencia ILOKI, les actions salvatrices de la première dame du Congo, suscite l'admiration. « L'auteur nous partage, notamment dans les pages comprises entre 64 et 78 les œuvres d'une dame divinement choisie, dont la providence lui a imposé, l'amour du prochain qu'elle a aisément consenti. A telle enseigne qu'il a fallu que le regard de son excellence monsieur le président de la République se braque et s'arrête sur elle, pour concrétiser ce choix divin », a indiqué Valencia Engamba ILOKI, la marraine et présidente du Conseil d'administration de l'ADPT.

Notons que ce livre qui a été édité aux éditions Hémar est vendu à 10.000 FCFA dans toutes les librairies du Congo.

Dim-Martie Mizère

Santé

QUAND LA POÉSIE STIMULE LE COMBAT CONTRE LE PALUDISME

Les meilleures poésies sur le thème stop paludisme composées par les élèves dans le cadre du quatrième concours national de poésie 2023 viennent d'être primées. Les récipiendaires ont reçu des prix allant du diplôme, en passant par le trophée et une enveloppe de 150 000 FCFA au cours de cette cérémonie dite des lumières.



Les récipiendaires de la meilleure poésie sur le thème stop paludisme

Ouverte le 25 février, ces journées dites des lumières se sont achevées le 10 avril 2023. Elles concernaient des jeunes dont l'âge variait entre six et 26 ans. Cette 4^{ème} édition du concours national de poésie a mobilisé 473 filles et garçons. Les lauréats ont été sélectionnés en fonction du respect de la thématique du concours stop Paludisme, de la présence de la substance poétique et de la fidélité aux règles d'écriture de la langue française. Le président de l'association Loaté Kombo Chevaleresque Duc Guérin Makanga, l'initiateur du concours a indiqué en outre qu'il a bénéficié de l'assistance du ministère de la santé et de la population, catholic relief services et les agences du système des nations unies. Depuis 2019, cette association culturelle s'investit dans la santé, l'éducation et la protection de l'environnement. Cette année, elle a mis le cap sur l'éveil communautaire dans la lutte contre le paludisme. « Ne nous

exposons pas aux moustiques, soyons éveillés face au paludisme, l'une des maladies les plus criminelles de l'humanité. L'idéal zéro paludisme en République du Congo reste de mise, parce que éliminer le paludisme est essentiel pour atteindre les objectifs du développement durable », a expliqué le président de l'Association.

Les lauréats ci-après : Dorcia Syntiche Nzonza Milandou élève en classe de 3^{ème} au complexe scolaire évangélique pasteur Alphonse Mbama, Destinée Kengué étudiante en première année à la faculté des lettres de l'université Marien Ngouabi et Merlan Davy Anfouaki étudiant à la faculté des sciences économiques de l'université Marien Ngouabi ont respectivement occupé la première, deuxième et troisième place. Dorcia Syntiche Nzonza Milandou a remporté la première catégorie des récompenses grâce à son texte intitulé stop paludisme dans lequel elle dit, « paludisme que tu nous maltraite, même quand

les médecins nous traite. Le palu tue réellement. Protégeons nos vies, dormons sous les moustiquaires imprégnées ».

Sus le même titre, Destinée Kengué a retenu l'attention du jury en écrivant, « perfusion dans les veines, grandes sont les conséquences, tristes sont les nouvelles, coupables est l'anthrophele ». Du texte de Davy Merlan Anfouaki, on retient que « les échos du paludisme résonnent dans nos maisons ».

Initiative de Loaté Kombo, ce concours a été soutenu par le ministère de la santé et de la population et Catholic relief services. La remise des distinctions a connu la participation des ministres de la santé et de l'industrie touristique ; du coordonnateur des agences des nations unies en République du Congo, du représentant de Catholic relief services, du maire de Ouenzé.

Pour Catholic relief services, ces récompenses encouragent l'implication de la jeunesse dans la lutte contre le paludisme. A travers ce concours de poésie, les jeunes de tous les départements ont affirmé leur engagement dans la lutte contre ce fléau et se sont manifestés comme de véritables acteurs de lutte contre le paludisme. Une conviction partagée par Marcel Nganongo, le maire de Ouenzé pour qui, « le paludisme, à l'origine d'un grand nombre de décès au Congo et première cause de mortalité des patients admis dans nos hôpitaux est une maladie qui pèse lourdement sur les budgets des ménages et constitue un frein au développement. Il faut affûter les armes, pour le stopper ».

Marlène Samba

Musique

AYA NAKAMURA SUR SCENE A BRAZZAVILLE POUR PROMOUVOIR SA MUSIQUE AU CONGO

L'auteure-compositrice et interprète franco-malienne, Aya Coco Danioko, alias Aya Nakamura, donnera un concert le 9 septembre prochain au Palais des congrès de Brazzaville, dans le but de promouvoir sa musique en République du Congo.

Cette activité musicale s'inscrit dans le cadre d'une tournée mondiale entamée par l'artiste depuis le mois de mai dernier. Au cours de cette tournée, l'artiste met en avant les trois dernières chansons de son quatrième album baptisé « Dnk ». Ces trois nouvelles chansons sont Comeback, Bisous et Chérie. Elles ont été publiées sur les

plateformes de streaming et sur YouTube et font partie de la réédition de son album Dnk, selon le site 20minutres.fr. A l'occasion de ce concert, la star qui a reçu le titre d'artiste de l'année lors de la cérémonie des Flamme, interprétera plusieurs autres chansons de sa discographie. Il s'agit par exemple des titres comme copines, pookie, nirvana, djadja, bobo, baby, de gaine, 40 %, pour

ne citer que cela. Artiste francophone la plus écoutée dans le monde, depuis le début de l'année, elle a enchaîné des concerts aux quatre coins de la France et du Canada. Désormais, ses concerts se poursuivent en Afrique Centrale. Née à Bamako au Mali le 10 mai 1995, Aya Nakamura a grandi à Aulnay-sous-Bois (Seine-Saint-Denis) en France. Et ce n'est qu'en 2018 que sa carrière musicale a décollé avec son deuxième album Nakamura, suivi d'Aya en 2020.

G.N.

HUMEUR

A CHACUN SON CHACUN

La crise des valeurs qui sévit dans la société congolaise a généré des pratiques qui mettent à mal le service public. Dans presque tous les secteurs d'activités, l'administration publique est soumise à la volonté et aux caprices de ses serviteurs. Que ce soit dans l'enseignement, la justice, la police, les douanes, les hôpitaux, les mairies et autres services sociaux, les usagers sont astreints aux humeurs des agents évoluant dans ces administrations. Aucun d'eux ne se laisse conduire par les principes qui régissent le bon fonctionnement de sa structure. C'est ainsi que l'administration au sens large du terme a perdu son caractère impersonnel et obligatoire. Le sens du devoir reconnu aux agents publics est troqué contre de petits avantages personnels. Peu importe l'absence des performances tant recherchées par la hiérarchie. Ce qui de fait, crée des blocages artificiels, mais réels qui obligent les usagers à trouver eux-mêmes des parades, afin de contourner ou surmonter ces barrières administratives paralysantes. En tout temps et en tout lieu, le refrain des usagers est le même : « j'ai mon gars, je l'appelle ; il va vite régler le problème ».

Et, de plus en plus, chacun s'arrange à tisser son propre réseau de relations au sein des administrations. Ce réseau est constitué des proches biologiques ou non, pour se prémunir contre toute sorte de blocage ou toute situation susceptible de le placer au pied du mur. Pour ce faire, chacun dispose de son propre juge, de son propre médecin, de sa propre sage-femme, de son propre policier ou gendarme...

Son propre juge lui sert à échapper à la rigueur de la justice, en cas d'interpellation devant les tribunaux, afin de bénéficier d'un traitement de faveur tel que voulu par son juge. Ce dernier est un véritable bouclier contre tout procureur ou président de tribunal susceptible d'inculper son protégé. Et le tour est joué. Désormais chaque congolais dispose aussi de son propre policier ou de son propre gendarme qui lui sert de paravent, chaque fois qu'il a des démêlés dans un commissariat ou dans son quartier. En cas de besoin dans les services de douanes, point n'est besoin d'aller affronter des inconnus dans cette administration labyrinthique. Un coup de fil suffit pour alerter son douanier privé, qui se chargera volontiers des formalités d'usage, en empruntant des raccourcis qui permettent de dépenser moins et de gagner le temps. De même, pour échapper à l'incurie des agents de santé réputés négligents et incompetents, chaque Congolais dispose de son médecin, de son infirmier, pour une prise en charge rapide d'un proche malade. Chaque responsable politique ou administratif, dispose de sa presse et de son réseau de journalistes, pour la couverture médiatique des événements relevant de sa structure. Et puis, et puis...

Personne ne fait confiance à un agent de l'Etat dont il n'a pas la maîtrise. Ici, dit-on « à chacun son chacun », comme pour déclarer subtilement la faillite du service public et du caractère impersonnel de notre administration. Les agents de l'Etat en mission ne rassurent plus. Ils se sont départis de leurs obligations. En eux, la négligence et la cupidité ont pris le dessus sur le sens du devoir. L'impartialité, une vertu nécessaire dans l'accomplissement du service public, a complètement déserté les administrations publiques congolaises. La satisfaction du moindre service est assujettie au paiement illicite d'une prime de prestation imméritée à l'agent sollicité. Cette gratification fantaisiste change de nom, d'une administration à une autre. Autant de pratiques qui se métastisent dans presque toutes les administrations publiques où s'incrument toutes sortes de dégradation des mentalités. Ce qui est choquant, c'est que ces pratiques ne gênent personne.

Jules Débel

Religion

« LA CAMPAGNE D'EVANGELISATION NE CONSTITUE PAS UNE SOURCE D'ENRICHISSEMENT »

Dixit le Pasteur Mboumba Mabika

L'évangéliste national de l'Eglise évangélique du Congo (Eec), le pasteur Guy Moïse Martial Mboumba Mabika a déclaré la semaine dernière à Brazzaville, que la campagne d'évangélisation n'a jamais été une propagande religieuse, ni une source d'enrichissement pour les églises, elle vise plutôt à faire des hommes des disciples capables de choisir entre la bénédiction et la malédiction.

« *L'évangile est gratuit mais l'évangélisation coûte très cher. Celui qui était emprisonné sous le joug du diable, une fois libéré, va abandonner la prostitution, le meurtre et toutes les choses qui le retenaient sur le mauvais chemin pour devenir une nouvelle créature* », a dit le pasteur Mboumba Mabika, ajoutant que le peuple, réuni en campagne d'évangélisation, va pour contempler la gloire de Dieu. Lors d'un entretien avec la presse congolaise, au cours duquel il était assisté par le pasteur Pierre Loulendo Lwa Nzambi,

A cette occasion, plusieurs sous thèmes ont été développés, à savoir « *Ne laisse pas échapper la vérité ...* », « *Encore une occasion pour nous* » ainsi que « Dieu n'est pas loin ».

Au total 1.564 personnes converties pendant cette campagne

A cette grande campagne d'évangélisation, 1.564 personnes au total, composées en majorité de jeunes gens, ont pris l'engagement d'abandonner les actions meurtrières, l'homosexualité, la

met en face de l'homme riche ou pauvre, libre ou esclave, chrétien ou païen, tous les hommes sans exception, deux choses essentielles, la vie ou la mort, la bénédiction ou la malédiction. « *Dieu a imprimé dans le cœur de l'homme le désir de l'éternité et donc celui de vivre. C'est pour cette raison qu'il dit dans le livre de Deutéronome, choisis entre la vie et la mort, mais je te dis choisis la vie* », a-t-il conclu. L'évangéliste Mboumba Mabika et le pasteur Loulendo Lwa Nzambi animent le département synodal de l'évangélisation et de



Une campagne d'évangélisation

il a évoqué la question relative à l'éradication des dérapages juvéniles, qui dérangent les bonnes mœurs dans le pays. A son avis, l'église n'aide pas l'Etat qui a pour rôle de gérer la cité, mais, elle assume plutôt sa responsabilité dans le changement des mentalités, au cas contraire, elle perd sa vocation. Selon lui, la mission de l'église c'est d'aller dans les bas-fonds, les ghettos, chercher ce peuple composé des familles et des jeunes qui sont en train de s'enfoncer dans le péché. Si l'église ne s'arrête qu'aux cultes de dimanche en abandonnant la société à son triste sort, elle démissionne alors de sa vraie mission, a-t-il poursuivi. « *C'est notre responsabilité d'intercéder pour eux, c'est la raison pour laquelle le Seigneur nous a appelés à être la lumière du monde et le sel de la terre* », a précisé le pasteur Mboumba Mabika. La campagne d'évangélisation que nous avons organisée du 16 au 20 août dernier à l'esplanade du stade Alphonse Massamba-Débat avait pour thème général, « *Choisis la vie...* ».

prostitution et autres formes de péché qui déshonorent le pays, pour choisir la bénédiction et la vie éternelle qui est Jésus Christ. Cette volonté d'accepter Jésus Christ publiquement est une inspiration divine et conforme à cette campagne d'évangélisation. Ces jeunes gens convertis appartenant au Consistoire de Brazzaville, ont pris leur baptême d'eau le 26 août dernier à la Paroisse de Ouenzé dans le 5ème arrondissement. « *Ils seront encadrés et recevront des enseignements bibliques très tôt pour éviter qu'ils ne repartent au point de départ, sinon, l'évangélisation qui exige beaucoup de moyens financiers, matériels et humains sera vaine et engendrera des morts nés spirituels, et la mission synodale de répondre obligatoirement à l'ordre du Seigneur, celui de faire des nations des disciples, ne sera pas atteinte* », a fait savoir l'évangéliste national Mboumba Mabika.

S'agissant du thème général, le serviteur de Dieu a justifié le choix par le fait que le Seigneur

la mission de l'Eglise évangélique du Congo. Cette grande campagne d'évangélisation a été dénommée « *Je suis Roi des Rois* ».

Gulit Ngou

Education

LE CONSEIL NATIONAL DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR SE TIENDRA DU 27 AU 29 SEPTEMBRE 2023

Le ministère de l'Enseignement supérieur, de la recherche scientifique et de l'innovation technologique se prépare à organiser du 27 au 29 septembre prochain, les travaux de la 4^{ème} session ordinaire du Conseil national de l'enseignement supérieur (Cnes), en vue d'aborder les questions prioritaires de ce secteur.



La séance de travail sous la présidence de la ministre

Prélude à ces assises, une réunion du comité d'organisation s'est tenue il y a quelques jours à Brazzaville pour accorder l'agenda. Intervenant à cette occasion, la présidente de ladite commission, la ministre de tutelle, Delphine Edith Emmanuel, a invité les membres de ce comité à se mettre à l'ouvrage pour la réussite de ces travaux. Cette session aura pour thème général « *Quel enseignement supérieur pour la République du Congo en ce 21^{ème} siècle?* ». Pour Mme Emmanuel, ce thème permettra de se projeter sur la gestion des problèmes quotidiens, mais également de se poser la question de la prospective au niveau de l'enseignement supérieur. « *Il faut non seulement faire de la planification, mais aussi aller au-delà de la planification, faire de la prospective, dessiner les*

lignes pour savoir ce que nous voulons pour un enseignement supérieur de qualité, performant, à mesure de répondre aux défis de développement qui sont ceux de notre pays », a-t-elle dit.

Insistant sur la nécessité d'avoir un enseignement supérieur de qualité, elle a fait remarquer que sans le capital humain, il n'y a pas de développement dans un Etat et, aujourd'hui, les Etats qui sont en mesure de faire face aux différents défis du 21^{ème} siècle sont ceux qui ont investi dans la ressource humaine. La 4^{ème} session ordinaire du Conseil national de l'enseignement supérieur se tiendra neuf ans après celle de 2014. A cet effet, les participants plancheront, entre autres, sur la digitalisation et l'employabilité des jeunes de l'enseignement supérieur.

G.N.



1^{ère} PME Congolaise de Livraison Express depuis 1992.

G'BOX SERVICES
Une Nouvelle équipe qui vous offre :

- + De Dynamisme
- + De Professionnalisme
- + De Réactivité
- + De Sécurité
- + De Satisfaction clients

NOS METIERS

- ✓ Livraisons Express Nationales
- ✓ Livraisons Express Internationales
- ✓ Fret Aérien
- ✓ Fret Routier
- ✓ Fret Maritime
- ✓ E-Commerce

NOTRE FORCE, NOTRE RÉSEAU

- + De 14 agences dans tout le territoire national

NEW FORMULA POWERED BY **SAP Business One**

Service Clients :
 Direction générale Brazzaville : Centre ville en face de la mairie centrale.
 Agence Pointe noire : Centre ville Rond point Kasai en face du Centre Culturel Français.
 Contact: 2017@gxinternational.net • www.gxinternational.net
 (+242) 05 550 10 73 • (+242) 05 301 02 38

Nos Partenaires: 

Sportifs en situation de handicap

LE COMITÉ NATIONAL PARALYMPIQUE CONGOLAIS TRAITÉ AU SULFATE DE MÉPRIS

Le Comité national paralympique congolais (CNPC), est l'organisation qui assure la coordination et la représentation des sports des personnes vivant avec handicap (PVH). Ce comité également dénommé handisport, est né sur les cendres de la Fédération des sports des personnes vivant avec handicap, créée en 1987. Au nombre des missions à elle dévolue, celle d'offrir aux athlètes en situation de handicap, les conditions permissives pour affronter avec succès les compétitions internationales. Malgré la cure au sulfate de mépris administrée au CNPC par le gouvernement, cure qui se traduit par une allocation insignifiante en moyens financiers, les sportifs vivant avec handicap ont plusieurs fois honoré la République du Congo tant au niveau continental que mondial, à travers des performances dignes d'éloges.

C'est un secret de polichinelle, les fédérations qui sont des organes du Comité olympique congolais (organisation assurant la coordination des sports pour les personnes valides), sont dotées de matériel sportif. Leurs athlètes bénéficient de formations, quelquefois à l'étranger. Ce qui n'est pas le cas pour les comités départementaux et les associations paralympiques dépendant du Comité national paralympique congolais (CNPC), qui volent de leurs propres ailes.

En effet, le CNPC ne reçoit pas suffisamment de subventions de l'Etat congolais pour son fonctionnement. Cette situation impacte négativement à la vie des sportifs ayant un handicap et à leur préparation aux compétitions internationales. Surtout quand on sait que l'esprit patriotique s'est éloigné de la majorité des entraîneurs ou encadreurs sportifs, qui n'entendent plus pratiquer le bénévolat dans l'encadrement des sportifs.

La situation financière précaire du Comité national paralympique congolais (CNPC), empêche à cette structure de disposer d'entraîneurs ou des techniciens spécialisés, qualifiés pour former les athlètes vivant avec un handicap. Ce, en dépit du fait que le CNPC s'est déjà installé dans sept départements du pays et rassemble un grand nombre des PVH qui s'intéressent à la pratique du sport. Devant cette difficulté, le CNPC se trouve dans l'impossibilité de mettre à la disposition de ces jeunes athlètes, des encadreurs techniques compétents, susceptibles de donner au pays des athlètes paralympiens.

Malgré la précarité financière du CNPC, quelques athlètes handicapés congolais ont honoré le pays au niveau international, en remportant plusieurs médailles. On peut citer pêle-mêle pour les médailles d'or Bardy Chris Bouesso (amputé du membre inférieur) dans les disciplines de lancer de javelot et de disque ; Fortin Opendza (amputé du membre inférieur) dans la discipline de javelot et Grâce Emmanuel Mouamboko (déficient visuel) dans la discipline de lancer de poids ;

Cheril Donnadiou Moussonda Oko (déficient intellectuel) à la course de vitesse de 200 m ; Marie Louise Mounkounkou à la course de vitesse 100 m. Fortin Opendza a également remporté une médaille d'argent dans la discipline de lancer de poids, tout comme Marie Louise Mounkounkou à la course de vitesse 200 mètres. Exaucée Cyntiche Ngatsélé Ekapa figure également parmi les médaillés d'argent dans la discipline de course de vitesse de 200 mètres et Grâce Emmanuel Mouamboko. Ce dernier a également obtenu une médaille de bronze à la course de vitesse de 100 mètres, ainsi que Nathalie Mireille Nganga (déficiente motrice) au lancer de disque.

Les sportifs congolais en situation de handicap ayant participé aux derniers jeux paralympiques mondiaux organisés à Abou Dhabi à Dubaï aux Emirats arabes unies, ont ramené au pays quatre médailles. Il s'agit de deux médailles d'or aux courses de vitesse de 100 et 200 mètres; deux médailles d'argent à la course de 200 mètres. Il y a également Guerline Albertine Pémissi Moukari qui a remporté une médaille d'argent dans la course de vitesse de 100 mètres, aux derniers jeux de la francophonie qui viennent de se dérouler à Kinshasa.

Le CNPC est confronté à un problème de manque de sponsors et des mécènes.

Ce fait ne facilite pas la préparation des athlètes aux compétitions continentales et mondiales. Le matériel sportif et les encadreurs techniques qualifiés et formés font défaut. Les athlètes paralympiques congolais sont prêts à honorer encore plus leur pays. Il suffit de donner des moyens conséquents au CNPC, afin de permettre à cette structure de faire face aux problèmes supra évoqués.

Il sied de relever que les activités physiques et sportives sont régies par deux lois. On peut citer la loi 11-2000 du 31 juillet 2000 portant organisation et développement des activités physiques et sportives et la



Le Congo doit accorder une place de choix aux personnes vivant avec handicap

loi 12-2000 du 31 juillet 2000 portant création d'un Fonds national pour la promotion et le développement des activités physiques et sportives. Les sports paralympiques pratiqués sont ouverts aux personnes qui présentent un handicap physique, mental ou une déficience sensorielle. Le Congo vient récemment de réaliser une avancée remarquable dans le domaine du sport. Il s'agit de la promulgation en juillet 2023, de la loi portant code des sports. Est-ce qu'à la faveur de cette promulgation, les décideurs ne peuvent-ils pas accorder un peu plus d'intérêt au CNPC ? Les athlètes paralympiques sont capables d'honorer encore plus le Congo. Il suffit que le gouvernement, par le biais du ministère en charge des sports, l'accompagne financièrement et joue un rôle de facilitateur. Ce, afin d'aider ce Comité à obtenir des sponsors. L'appui du gouvernement permettra en effet à cette structure, de motiver les encadreurs techniques et de s'équiper en matériel sportif.

A ce jour, le CNPC ne dispose que de 2 javelots, 2 disques et 3 poids. Ce matériel a été acquis grâce à la générosité de l'ancienne Fédération congolaise d'athlétisme. Or, les athlètes handicapés pratiquent les dis-

ciplines suivantes : le Powerlifting/dynamophilie (déficients moteurs); le lancer de poids, de disque et de javelot, Volley-ball assis (déficients intellectuels); le saut en longueur, la course de vitesse, le dynamophilie, le lancer de poids et de javelot, le badminton, ... (déficients visuels); la course de vitesse, le saut en longueur, le Goal-Ball et le Ceci-Foot (déficients auditifs); le football et les courses uniquement pour les athlètes sourds.

Cri de cœur des personnes vivant avec handicap

Ce cri de cœur se résume en ces termes : «*Nous voulons avoir un avenir en rose à travers la pratique sportive. Mais hélas ! La situation financière actuelle du Comité national paralympique congolais ne nous permet pas de défendre comme il se doit l'honneur de notre pays, pendant les compétitions continentales et internationales. Papa Denis Sassou N'Gusso, homme de cœur que vous êtes. Comme vous accompagnez les PVH dans l'amélioration de leurs conditions de vie à travers plusieurs initiatives dont l'octroi des quotas d'intégration à la Fonction publique, nous vous prions de*

faire autant pour les sportifs vivant avec handicap ».

Al'image de nombreuses personnes valides dont la pratique sportive est à l'origine d'une réussite sociale confortable, celles vivant avec handicap peuvent également devenir autonomes et vivre dignement, grâce à leurs compétences sportives. Pour ce faire, le Comité national paralympique congolais a besoin de ressources nécessaires, pour assurer l'accompagnement dans le cadre de la formation et de la préparation des sportifs en situation de handicap. C'est la condition sine qua non, pour garantir leurs chances aux compétitions internationales, leur permettre de défendre dignement l'honneur du pays. Monsieur le ministre en charge des sports Hugues Ngouélon-délé ! Monsieur le président du Comité national paralympique congolais Simon IBOVI ! Pensez-vous que les conditions actuelles d'entraînements peuvent réellement permettre aux athlètes en situation de handicap de devenir des véritables paralympiens ?

**Armand Guy Richard
Ndinga Okossa**

Coupe du monde 2026 de football

LES ÉLIMINATOIRES DÉBUTENT EN NOVEMBRE PROCHAIN EN AFRIQUE

On était encore en train de digérer ce qui s'est passé l'année dernière au Qatar et, déjà, les instances dirigeantes du football mondial ont procédé au tirage au sort des éliminatoires du prochain mondial pour la zone Afrique. Dans le groupe E le Congo entrera en compétition en novembre prochain en Zambie.

En tout cas, pour ce qui concerne l'Afrique, neuf groupes ont été constitués et seul le pays classé premier au terme des dix journées de championnat en aller-retour sera qualifié pour le tournoi final. Dix journées parce que chaque groupe se compose de six équipes. Le Congo a donc été logé dans le groupe E en compagnie du Maroc, de la Zambie, de la Tanzanie, du Niger et de l'Erythrée. Difficile d'être vraiment optimiste en pareille compagnie du moment où le Maroc, par exemple, n'a jamais mis genou à terre face au Congo. On peut seulement citer le nul (1-1) du premier match de la C.A.N 72 à Douala (Cameroun) et l'autre nul (1-1) lors d'un match amical en 2009 à Rabat (Maroc).

Autrement, à la C.A.N 78 à Kumasi (Ghana) où à la C.A.N 2000 au Nigeria le Congo a été battu à deux reprises sur le score identique d'un but à zéro. L'autre bête noire, c'est bien la Zambie qui nous a privé de finale de la C.A.N en 1974 à Alexandrie. Défaite 2-4 après prolongations tout comme elle a privé le Congo

de première participation en coupe du monde en 1997 suite à une écrasante victoire (3-0). Et ce n'est pas tout. Le Niger, pour sa part, a privé le Congo d'accession au dernier tour des éliminatoires de la coupe du monde 2014 au Brésil à cause d'un nul (2-2) à Niamey et cela a plutôt favorisé le Burkina Faso. C'est seulement avec la Tanzanie et l'Erythrée que les statistiques ne parlent pas suffisamment. C'est dire que c'est le Maroc, demi-finaliste de la coupe du monde 2022 au Qatar, qui sera le grand favori du groupe E devant la Zambie.

Les favoris des autres groupes

Le groupe A, pour sa part, se compose de l'Egypte, du Burkina Faso, de la Guinée Bissau, de la Sierra-Léone, de l'Ethiopie et de Djibouti. Il est clair que les Pharaons passeront pour favoris logiques de ce groupe. Mais le moindre faux pas devrait profiter aux Etalons.

Dans le groupe B, composé du Sénégal, de la République



Jusqu'où iront les Diables-Rouges

Démocratique du Congo, de la Mauritanie, du Togo, du Soudan et du Soudan du sud, la balance penche pour les Lions de la Teranga. Mais attention, l'opposition est de qualité et les Sénégalais auront intérêt à se concentrer suffisamment parce qu'ils n'auront sûrement pas la tâche facile.

Le groupe C, pour sa part, réunit le Nigeria, l'Afrique du sud, le Bénin, le Zimbabwe, le Rwanda et le Lesotho. Ce sera, sans aucun doute, une affaire entre les deux anciens champions d'Afrique.

Dans le groupe D on trouve le Cameroun, le Cap vert, l'Angola, la Libye Eswatini,

et l'Ile Maurice. A moins d'un invraisemblable tremblement de terre, le Cameroun devrait s'offrir le ticket pour le tournoi final.

Dans le groupe F se trouvent la Côte d'Ivoire, le Gabon, le Kenya, la Gambie, le Burundi et les Iles Seychelles. C'est là, sans doute, un boulevard pour les Eléphants qui devraient quand même se méfier du Gabon et du Kenya.

Le groupe G, quant à lui, se compose de l'Algérie, de la Guinée, de l'Ouganda, du Mozambique, du Botswana et de la Somalie. L'Algérie sera, certes, grandissime favorite mais attention quand même à

la Guinée et à l'Ouganda.

Dans le groupe H composée la Tunisie, de la Guinée Equatoriale, de la Namibie, du Malawi, du Liberia et de Sao Tomé et Príncipe, c'est la Tunisie qui est objectivement la mieux placée. Enfin, le groupe I se compose du Mali, du Ghana, de Madagascar, de la R.C.A, et des Iles Comores. Les meilleures chances appartiennent aux deux pays ouest-africains, le Mali et le Ghana. L'Afrique pourrait bénéficier d'un dixième qualifié mais il sera issu d'une formule qui reste à déterminer.

Georges Engouma

Eliminatoires de la C.A.N de football, Côte d'Ivoire 2023

VICTOIRE À TOUT PRIX POUR LE CONGO À MARRAKECH

C'est dimanche prochain à Marrakech (Maroc) qu'aura lieu le match décisif entre la Gambie et le Congo pour la deuxième place qualificative à la CAN de football, Côte d'Ivoire 2023.

Sur le papier, avantage à la Gambie qui peut se contenter d'un résultat nul pour effectuer le prochain voyage en Côte d'Ivoire. Car à l'heure qu'il est la Gambie compte neuf points après avoir battu le Soudan du sud en aller comme au retour et le Mali. Le Congo, lui, n'a que six points et ne pourrait se qualifier qu'en battant la Gambie à Marrakech. Car, dans ce cas-là, il aurait battu la Gambie en aller comme au retour. Voilà donc pour les données. Mais la Gambie, à vrai dire, n'a jamais été un adversaire facile pour le Congo. La première rencontre entre les deux pays a eu lieu en 1994 à Pointe-Noire dans le cadre de la manche-aller des éliminatoires de la CAN 96.

C'était le 4 septembre 1994 et les deux pays avaient partagé sur le score d'un but partout. Le 9 mars 1995 à Banjul, lors du match-retour, les deux pays s'étaient de nouveau séparés sur un nul identique (1-1). On se retrouve donc, 27 ans après, dans le cadre des éliminatoires de la CAN Côte d'Ivoire 2023. On se souvient que lors du match-aller le Congo l'avait emporté de justesse par 1 à 0. Depuis, pas mal de choses se sont passées et le Congo a pratiquement laissé passer ses chances en se laissant battre à domicile par le Soudan du Sud et le Mali. Comme d'habitude, c'est à domicile que le Congo ne sait plus défendre honorablement ses chances. En 2015, par exemple, le Congo

s'était qualifié en gagnant au Soudan et au Nigeria et grâce à un match nul en Afrique du sud. La seule victoire, à Brazzaville, avait été acquise devant le Soudan.

Voilà que, cette fois encore, la seule victoire à domicile a été acquise devant la Gambie. Mais, face au Mali, le Congo a perdu aussi bien à l'extérieur qu'à la maison. Ce qui est très mauvais présage. Sauf que le match contre la Gambie se joue en terrain neutre comme l'avait été Soudan du sud-Congo. Un bon signe ?

Le Congo en plein doute

Ce n'est un secret pour personne. Entre la tutelle et la fédération Congolaise de football, ce n'est pas tout à fait une odeur de sainteté. Or, il n'est jamais bon d'aller en chasse en rangs dispersés. Il y a, en réalité, une

crise qui ne dit pas son nom. La tendance est à se montrer du doigt, se marcher sur les pieds, se placer les peaux de bananes sous les pieds. Chaque partie, en réalité, s'efforce plutôt de tirer la couverture à soi. La dernière interpellation du patron des sports à l'assemblée nationale avait été suffisamment édifiante. Ce qui avait d'ailleurs suscité la réponse du berger à la bergère en comité exécutif de la Fécofoot. On réalise ainsi facilement que les deux structures ne pensent pas ensemble sur eux-même thème.

Voilà donc pour le climat avant le déplacement au Maroc pour le déterminant Gambie-Congo. Maintenant, on attend de voir ce qui va se passer sur le terrain à Marrakech. Entre-temps, le sélectionneur Paul Put a communiqué une liste de 23 joueurs pour ce match. Mais Gabriel André Charpentier

est pour sa part indisponible parce que blessé. Autrement, au Congo, on ne change pas une équipe qui ne gagne pas. Mais pouvait on s'attendre à des chamboulements de la part d'un sélectionneur dont l'avenir au Congo s'écrit en pointillé ? Néanmoins, il doit aller jusqu'au bout de son contrat qui le condamne à qualifier le Congo pour la CAN en Côte d'Ivoire. A vrai dire, il n'y a plus que le miracle à Marrakech pour le sauver. Mais le fameux miracle aura-t-il lieu ? S'il est peu probable, il n'est pas forcément à exclure car le football demeure à jamais un domaine imprévisible. Mais sur ce que Paul Put a montré depuis son arrivée, il y a très peu de monde pour croire en lui. Car il n'a qu'une seule victoire probante après plusieurs matches. Mais, pour une fois, tout le monde va prier pour lui. Car les congolais aimeraient quand même voir leur équipe nationale revenir au grand concert panafricain après l'avoir quitté il y a de cela huit ans.

Nathan Tsongou

Feuilleton Joseph Mouanda Dibala

LE TRIBUNAL ARBITRAL DU SPORT (TAS) REND SON VERDICT

C'est vrai que beaucoup de jours sont aujourd'hui passés. Mais, entre-temps, se jouait dans l'ombre un feuilleton dit Joseph Mouanda Dibala. Car, se sentant lésé dans la procédure qui l'a disqualifié comme candidat à la présidence de la fédération congolaise de football, l'intéressé avait cru devoir s'adresser au tribunal arbitral du sport (TAS) pour demander l'annulation pure et simple de l'assemblée générale de la Fécofoot du 2 septembre 2022.

Environ onze mois après l'instance judiciaire internationale du sport vient de rendre son verdict. Saisi par voie d'un document d'environ 21 pages, le secrétaire général de la fédération congolaise de football, Badji Mombo Wantété, synthétise et restitue : « La fédération congolaise de football (Fécofoot) porte à la connaissance de l'opinion nationale et internationale que le tribunal arbitral du sport a prononcé ce jeudi 24 août 2023 la sentence finale dans l'affaire qui l'opposait à Jean Joseph Mouanda Dibala.

En effet, le 21 septembre 2022 Monsieur Jean Joseph Mouanda Dibala avait fait appel devant le tribunal arbitral du sport afin que celui-ci adopte une sentence annulant l'assemblée générale élective de la Fécofoot du 02 septembre 2022. Après avoir examiné et statué

sur les exposés des faits des différentes parties, le tribunal arbitral du sport (TAS) dit :

- 1- que l'appel formé par l'Appelant Jean Joseph Mouanda Dibala est irrecevable
- 2- que la procédure arbitrale du TAS 2022/A/9180 est terminée et rayée du rôle du TAS
- 3- que les frais de procédure, qui seront déterminés et notifiés aux parties ultérieurement par le greffe du TAS seront mis en totalité à la charge de l'Appelant Jean Joseph Mouanda Dibala.
- 4- que chaque partie conservera à sa charge ses propres frais de défense encourus pour les besoins à la présente procédure ». Ainsi prend fin un feuilleton qui se jouait dans l'ombre et qui aura duré exactement



Joseph Mouanda Dibala

onze mois

Quelques leçons à tirer

Evidemment, un tel événement ne saurait passer comme une

lettre à la poste. Il a forcément des enseignements à tirer. Mais de tout ce qui s'est passé dans cette affaire on ne devrait retenir qu'une chose : « A bon rat, bon chat ». Car le football, à l'échelle planétaire, a pris le pli de vivre en cercle très fermé. La fédération internationale de football association (Fifa) et la Confédération africaine de Football (C.A.F), elles-mêmes, ne cessent de nous fournir des exemples qui sont suffisamment édifiants. Car, ici, il y a peu de chance que la raison du plus fort ne soit pas la meilleure. Le comble, chez nous, c'est qu'on a pris un malin plaisir à entretenir maladroitement et aveuglement un climat de méfiance, de soupçon et de guerre qui ne dit pas

son nom. Car l'objectif inavoué étant simplement de « dégager » tout ce qui est devant, peu importe la manière. C'est là, mal comprendre le football et, du coup, le combat est perdu d'avance. Ici, il requiert plutôt la lucidité, l'intelligence, la patience et la maîtrise de l'environnement. L'enthousiasme seul n'est ni suffisant ni convaincant. Car on n'entre pas dans cette maison en parachute ou à bord d'un tank. Il y a nécessité d'emprunter l'itinéraire approprié qui est contenu dans les statuts et règlements.

Encore faut-il savoir les décoriquer. Il est vrai que la passion et l'ambition peuvent naître à tout moment mais un passage obligé s'impose à tous. Il y a obligation de passer par l'initiation et de s'y conformer jusqu'à ce qu'une opportunité s'offre. En attendant, il faut donner la preuve de sa disponibilité, de son dévouement à la cause, de sa générosité et surtout de sa compétence.

Ainsi rien ne sert de courir, il faut plutôt savoir partir à point en se mettant tout simplement au service du football. Voyez-vous, le président Jean Joseph Mouanda Dibala va maintenant devoir faire face à une facture probablement salée. Tout simplement pour avoir pris le risque de jouer une carte qui était déjà perdante. Mais cela va servir de précieux enseignement pour le futur.

Georges Engouma

Tour préliminaire de la ligue africaine des champions

L'AS OTOHÔ PRÉCOCÉMENT ÉLIMINÉE

C'est le vendredi 25 août dernier, à Kigali (Rwanda), que l'As Otohô a fait ses adieux à la présente édition de la ligue africaine des champions. Sans perdre mais sans non plus gagner, l'As Otohô a été désavantagée par un règlement qui profite à un adversaire El Merrieckh, qui a marqué à Brazzaville (1-1).

Pour avoir réussi ce but à l'extérieur, le représentant soudanais pouvait donc se permettre de calculer car, après tout, le but marqué à l'extérieur compte double. Voilà qui pousse les équipes visiteuses à ne pas se contenter de tisser la toile devant le but et de promouvoir le « cattenacio ». C'est ainsi que sans gagner sur le terrain, El Merrieckh est parvenu à se qualifier en préservant le résultat nul et vierge à « domicile ». Kigali étant le domicile provisoire de cette équipe dont le pays est en guerre. Et pourtant tout le monde ou presque la croyait déstabilisée par cette situation de guerre civile qui était susceptible de perturber la nécessaire concentration dont les footballeurs ont besoin.

Curieusement, les soudanais ont tenu le coup à Brazzaville (1-1) avant de se contenter de préserver la qualification (0-0) au match-retour. Ce qui condamne le représentant congolais à un simple rôle de faire-valoir sur la scène africaine cette saison.

Un scénario qui dure depuis deux saisons alors que, trois ans plus tôt, on croyait notre équipe représentative désormais apte à tutoyer n'importe qui dans le continent. Il y a de cela trois ans, quoique desservie par le fait de ne pas bénéficier de l'avantage de disputer trois des six matches de la phase de groupe à la maison, As Otohô avait pourtant eu un comportement remarquable en coupe de la confédération. Elle avait, à l'occasion, préparé brillamment le terrain pour



Le but d'El Merrieckh à Brazzaville

Diabes-Noirs. Ce qui a laissé penser que cette équipe était désormais prête pour laisser des traces impérissables sur les terrains d'Afrique. Mais finalement, cela n'est que pure illusion.

A quand la maturité ?

Depuis un bon bout de temps l'As Otohô est leader incontestable et incontesté du championnat de l'élite au Congo. Mais, paradoxalement, cette équipe ne parvient toujours pas à s'imposer en

coupe du Congo. Ce qui lui enlève tout logiquement l'étiquette de championne toute catégorie comme l'était l'AC Léopards. C'est ainsi qu'au départ de toute saison on sait que l'As Otohô va remporter seulement le championnat national mais pas la coupe du Congo plutôt promise à Diabes-Noirs. C'est finalement ce couple-là qui se partage les lauriers de chaque saison et, en plus, dans cet ordre-là. Ce qui, tout naturellement, semble

décridibiliser notre football du fait que tout paraît programmé d'avance. Mais ce qui se passe est, progressivement, en train de lasser tout comme de rendre ce football de moins en moins compétitif. De même, il y a de moins en moins de cadres de détection alors que la formation est inexistante. Mais cette élimination de l'As Otohô est surtout la conséquence de l'absence de « tuteurs ». Car, comme on peut le constater, les équipes représentatives congolaises marquent de moins en moins de buts sur l'échiquier international. Depuis un moment le fossé se fait toujours de plus en plus grand entre ce qui se dit et ce qui se fait concrètement sur le terrain. On entend souvent parler de formation. Mais à l'exception du centre d'Igné qui est en chantier et à la charge de la fédération congolaise de football, le centre national de formation de football est, pour sa part, abandonné. Il paraît que le président de la république a mis de nouveau de l'argent mais on ne voit rien venir. Comment, dans ces conditions-là, peut-on rêver de lendemains enchantés pour notre football ?

Merlin Ebalé